



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

21 NOVEMBRE 2019

TOME I



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Séance du 21 novembre 2019

Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Numéro de page
	Convocation	2019/2115
	Ordre du jour Conseil municipal	2019/2116
	Emargement des Elus	2019/2122
	Compte-rendu du Conseil municipal	2019/2128
	Partie délibérations	
V2019-384	Démarche Cit'ergie - Approbation du plan d'actions	2019/2146
V2019-385	Revitalisation et animation des commerces - Convention partenariale avec l'Etat et conventions de flux financiers avec les partenaires	2019/2149
V2019-386	ZAC Beausoleil - Programme des équipements publics - Approbation	2019/2152
V2019-387	ZAC Beausoleil - Quartier des Cévennes - Dossier de réalisation - Approbation	2019/2155
V2019-388	ZAC Beausoleil - Demande d'agrément de candidature S.A.S. Cassiopée - Lot III	2019/2159
V2019-389	Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur Agrément de candidature INLI - 10 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier	2019/2161
V2019-390	Concession d'aménagement Grand Cœur Agrément de candidature - INLI - 12 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier	2019/2163
V2019-391	ZAC Nouveau Saint Roch Demande d'agrément de candidature - Linkcity Sud-Est - Lot VIII.	2019/2165
V2019-392	ZAC Port Marianne - Consul de mer extension - Agrément de candidature lot G	2019/2167
V2019-393	ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature Lot A1 (Kaufman & Broad / Pégase Immobilier)	2019/2170
V2019-394	Quartier Centre - Vente des locaux situés 49 49 bis 51 cours Gambetta	2019/2173
V2019-395	Quartier Centre Historique - Vente d'un immeuble 7, boulevard Pasteur - Parcelle cadastrée BZ 307	2019/2175
V2019-396	Acquisition d'une partie de la propriété de M. Jean CRASSOUS 1154 avenue de Saint-Maur - Parcelle cadastrée CK 545 partie	2019/2177
V2019-397	Régularisation foncière - Acquisition du bien situé sur les parcelles cadastrées EO n° 424 et 425, 820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier	2019/2179
V2019-398	Quartier des Cévennes Reconstruction du groupe scolaire Julie Daubie-Madeleine Brès Acquisition d'un terrain à M. Yves DECOR 626 avenue Paul Rimbaud - Parcelle cadastrée MS 292p	2019/2181
V2019-399	ZAC Pierres Vives - Acquisition de la parcelle TV n° 201 à Montpellier Méditerranée	2019/2185

V2019-425	Cœur de Ville en Lumières 2019 Conventions de parrainage et de mécénat - Approbation	2019/2251
V2019-426	Parking du parc de Lunaret - Réalisation de travaux d'aménagement	2019/2254
V2019-427	Parc de Lunaret-Zoo de Montpellier-Adhésions obligatoires aux réseaux professionnels pour l'exercice 2020 : Ordre des vétérinaires, IFAP et OCPH.	2019/2256
V2019-428	Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma - Conventions avec le CROUS de Montpellier - Dispositif YOOT pour l'année universitaire 2019-2020	2019/2259
V2019-429	Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'une subvention - Exercice 2019	2019/2261
V2019-430	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Droit des femmes" Exercice 2019	2019/2264
V2019-431	Extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	2019/2266
V2019-432	Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire dans le cadre de l'action internationale de la Ville	2019/2268
V2019-433	Accord de coopération entre la Ville d'Obninsk, l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la région de Kalouga en Russie et la Ville de Montpellier - Convention additionnelle - Autorisation de signature	2019/2270
V2019-434	Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King	2019/2272
V2019-435	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" Exercice 2019	2019/2275
V2019-436	Budget 2019 - Décision Modificative n°1 - Adoption	2019/2277
V2019-437	Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Finances" et "Economie des ressources du Patrimoine" - Exercice 2019	2019/2280
V2019-438	Adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2019 - Renouvellement	2019/2282
V2019-439	Organismes extérieurs - Désignation des représentants de la Ville	2019/2284
V2019-440	Contrat de location ACM / Ville - Résidence Gély, rue du Mas de Merle - Autorisation de signature	2019/2286
V2019-441	Convention de mise à disposition de la Maison forestière du bois de Montmaur au bénéfice des Eclaireuses et Eclaireurs de France - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature	2019/2288
V2019-442	Convention de mise à disposition de service ascendante et descendante entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information - Autorisation de signature	2019/2290
V2019-443	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles - Autorisation de signature	2019/2292
V2019-444	Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ayant pour coordonnateur Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de Maintenance et prestations complémentaires du logiciel Droits de Cités	2019/2294
V2019-445	Achats de véhicules et utilitaires légers - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	2019/2296
V2019-446	Autorisation de cession d'un véhicule	2019/2299
V2019-447	Modification des modalités de réalisation d'heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnités	2019/2301

	de puissance publique (année 2018)	
V2019-470	Quartier de la Pompignane - Renouvellement urbain Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 - Avenant n° 2	2019/2377
V2019-471	ZAC de la Restanque - Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Approbation de l'avenant n° 3	2019/2381
V2019-472	Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat Ville/SA3M - Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Approbation de l'avenant n° 4 à la convention de mandat	2019/2384
V2019-473	Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018 Contrat de mandat public	2019/2387
V2019-474	Adoption du procès-verbal de la séance du 27 septembre 2019	2019/2389
	Partie décisions	
	Synthèse des décisions	2019/2391
VD2019-336	Contrat de prestations de service Club de haut niveau Handball SAS MONTPELLIER HANDBALL Championnat de France et d'Europe - Saison 2019-2020 - N° V9C0014DS-2	2019/2404
VD2019-379	Décision relative au marché 6D0050 Construction du groupe scolaire Croix Lavit Benoîte Groult - Avenant n°3 du lot 11	2019/2406
VD2019-395	Quartier Hôpitaux Facultés - Secteur Veyrassy - Mandat d'études Ville/SA3M	2019/2408
VD2019-402	Construction du groupe scolaire croix Lavit (Benoite Groult) Marché n° 6D0050 - Augmentation du montant du marché et de prolongation du délai pour le lot 12 - Avenant n° 3	2019/2410
VD2019-410	Attribution du marché "Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle) de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du CCAS de la Ville de Montpellier" N° G8B0029RH	2019/2410
VD2019-422	Marché de travaux de réalisation d'un système de production et de distribution de chaud et froid pour les plateaux de bureaux du R+2 au R+5 de l'ancien Hôtel de Ville - Avenant n° 1	2019/2414
VD2019-429	Décision relative au marché n° 7D0014 - lot 11 - "Electricité - courant forts et faibles" - Avenant n° 2	2019/2416
VD2019-430	Décision relative au marché n° 7D0014 Locaux Technique du Protocole - Construction de bureaux et hangars SANITHERMIC "Plomberie - Chauffage -Ventilation - Sanitaires" - lot 12 Avenant n° 2	2019/2418
VD2019-431	Décision d'ester en justice " Requête n°1903836-1 TA - SARL L'OISEAU BLEU"	2019/2420
VD2019-438	Décision relative à la restauration des corps de garde du Peyrou Autorisation de signature d'avenants au marché 7D0043	2019/2422
VD2019-446	Obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes ou sans famille 2019 - V9B0078RP	2019/2425
VD2019-463	Attribution MAPA N°V9B0074RP - Reliure des registres d'Etat Civil	2019/2427

VD2019-485	Décision relative au marché n° 8D0015 - Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier - Lot 8 : Peinture - revêtement de sols souples - Avenant n° 1	2019/2465
VD2019-486	Décision relative au marché n° 8D0015 - Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Lot 9 : Appareil élévateur - Avenant n° 1	2019/2467
VD2019-487	Décision relative au marché n°8D0015 Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Lot 10 : Chauffage - ventilation - plomberie - Avenant n° 1	2019/2469
VD2019-488	Décision relative au marché n°8D0015 Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Lot 11 : Electricité - courants forts et faibles - Avenant n°1	2019/2471
VD2019-489	Décision relative au marché n°8D0015 1/2 Extension & réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier Lot 12 : VRD	2019/2473
VD2019-490	Décision relative au marché n° V8D0029I - Abroge et remplace la décision n° VD2019-020 - Missions de contrôles techniques et vérifications périodiques	2019/2475
VD2019-492	Décision d'ester en justice "Requête n° 1904731-3 - Ressources humaines"	2019/2478
VD2019-493	Rétrocession d'une concession quinzenaire située au cimetière Saint Lazare Acte n° 45334	2019/2480
VD2019-494	Décision d'ester en justice "Requête n° 1904734-3 TA - Ressources humaines"	2019/2482
VD2019-495	Décision d'ester en justice " Requête n° 1904631-3 TA - Ressources humaines"	2019/2484
VD2019-496	Décision d'ester en justice " Requête n° 1901794-4 TA - SARL TEISSIER BP"	2019/2486
VD2019-497	Décision relative à l'occupation de salles - Palais Universitaire Sportif Veyrassi - Université Montpellier 1 - Ville de Montpellier – Convention saison sportive 2019 – 2020	2019/2488
VD2019-498	Décision relative à un marché public Missions de diagnostic et de programmation pour le domaine et le parc de Méric - V9B0009AI	2019/2490
VD2019-499	Convention de mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association Chœur Universitaire de Montpellier pour les 5 octobre et 1er décembre 2019	2019/2492
VD2019-500	Convention de mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association "Pour un sourire d'enfant" pour le 1er décembre 2019	2019/2493
VD2019-501	Convention de mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 13 octobre 2019	2019/2494
VD2019-502	Décision relative à l'accord-cadre de prestations Intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'architecte urbaniste coordonnateur en vue de la reconversion urbaine du quartier Croix Lavit - Autorisation de signature	2019/2495
VD2019-503	Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs pour l'association "Jordelan" pour le 29 septembre 2019	2019/2497
VD2019-504	Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs conclue avec l'association "Jordelan" pour le 6 octobre 2019	2019/2498

VD2019-530	Décision relative à la Convention de participation entre la Ville de Montpellier / la Société COGEDIM/la SA3M : - ZAC de la Restanque - parcelle OO31	2019/2535
VD2019-531	Décision relative au droit de préemption urbain - Propriété Jean-Gayola - lot 11 - 7 rue Boussairolles- Exercice du droit de préemption	2019/2537
VD2019-532	Décision relative au marché n° 6B0157 - Achat d'aliments- viande fraîche et œufs pour les animaux du parc zoologique de Lunaret Avenant N°1- Autorisation de signer l'avenant	2019/2540
VD2019-535	Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition de solutions de gestion de l'occupation du domaine public Marché n° V9B0092RI	2019/2542
VD2019-536	Décision relative à l'attribution du Marché n°V9D0035UV - Location, pose et dépose de décoration lumineuses et illumination de Noël 2019 - Marché subséquent n°2	2019/2544
VD2019-541	Décision relative pour une Convention de Partenariat entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier	2019/2546
VD2019-542	Décision relative à la mise à disposition du Gymnase "Georges Frêche" à titre gratuit au profit du Lycée "Georges Frêche" Ville de Montpellier - Région Occitanie - Lycée "Georges Frêche"	2019/2548
VD2019-545	Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "Coralen" pour le 14 décembre 2019.	2019/2550
VD2019-550	Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "What the Fest" pour les 30-31 octobre et 1er novembre 2019.	2019/2551
VD2019-552	Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association "Jordelan" pour les 28 octobre, 11 novembre et 16 décembre 2019.	2019/2552



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal, le jeudi 21 novembre 2019 à 18 heures, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour ainsi que les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W82).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du jeudi 21 novembre 2019
- Synthèses des affaires de la séance du jeudi 21 novembre 2019
- Synthèses des décisions de la séance du jeudi 21 novembre 2019
- Procès-verbal de la séance du vendredi 27 septembre 2019
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019
Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Démarche Cit'ergie - Approbation du plan d'actions
2. Revitalisation et animation des commerces - Convention partenariale avec l'Etat et conventions de flux financiers avec les partenaires

URBANISME ET AMÉNAGEMENT FONCIER OPÉRATIONNELS

3. ZAC Beausoleil - Programme des équipements publics – Approbation
4. ZAC Beausoleil - Quartier des Cévennes - Dossier de réalisation – Approbation
5. ZAC Beausoleil - Demande d'agrément de candidature - S.A.S. Cassiopée - Lot III
6. Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Agrément de candidature - INLI - 10 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier
7. Concession d'aménagement Grand Cœur - Agrément de candidature - INLI - 12 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier
8. ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature - Linkcity Sud-Est - Lot VIII.
9. ZAC Port Marianne - Consul de mer extension - Agrément de candidature lot G
10. ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature - Lot A1 (Kaufman & Broad / Pégase Immobilier)
11. Quartier Centre - Vente des locaux situés 49 49 bis 51 cours Gambetta
12. Quartier Centre Historique - Vente d'un immeuble - 7, boulevard Pasteur - Parcelle cadastrée BZ 307
13. Acquisition d'une partie de la propriété de M. Jean CRASSOUS - 1154 avenue de Saint-Maur - Parcelle cadastrée CK 545 partie
14. Régularisation foncière - Acquisition du bien situé sur les parcelles cadastrées EO n° 424 et 425, 820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier

15. Quartier des Cévennes - Reconstruction du groupe scolaire Julie Daubie-Madeleine Brès - Acquisition d'un terrain à M. Yves DECOR - 626 avenue Paul Rimbaud - Parcelle cadastrée MS 292p
16. ZAC Pierres Vives - Acquisition de la parcelle TV n° 201 à Montpellier Méditerranée Métropole - Rue Marius Petipa
17. ZAC Pierres Vives - Acquisition de 4 parcelles à Territoire 34 - Rue Marius Petipa
18. Rue Adam de Craponne - Déclaration d'abandon manifeste de la parcelle HW 665

SÉCURITÉ PUBLIQUE

19. Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Modification des tarifs 2019

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, VIE ASSOCIATIVE ET MAISONS POUR TOUS

20. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

21. Don de matériels scolaires à la commune de Béziers dans le cadre de l'incendie de l'école des Tamaris dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 2019
22. Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020 en faveur d'associations - Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation de subventions en nature

ALIMENTATION DURABLE

23. Club des Territoires Un Plus Bio – Adhésion

JEUNESSE ET SPORTS

24. Bourse Initiatives Jeunes 2019 - Participation de la Ville
25. Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2019 – 2020
26. Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service - Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale
27. Service civique - Convention de mise à disposition de volontaire - Modèle – Approbation
28. Convention de partenariat CREPS de Montpellier-Ville de Montpellier - Conditions d'intervention stagiaires en formation BPJEPSAPT – Renouvellement
29. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2019

CADRE DE VIE

30. Aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville - Réalisation de travaux d'aménagement

- 31. Aménagement du local à ordures ménagères situé à l'arrière de la MPT Louis Feuillade - Réalisation de travaux d'aménagement
- 32. Dénomination des voies et des espaces publics

AFFAIRES SOCIALES

- 33. Contrat de ville - Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Ville de Montpellier - Autorisation de signature
- 34. Charte de l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) - Adhésion – Signature
- 35. Convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier relative aux opérations "Aménagement d'un tiers lieu numérique rue Draparnaud" et "Requalification du hall d'entrée de l'EHPAD Mathilde Lartigue" (dotation Politique de la Ville)
- 36. Conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » Ville de Montpellier - Enedis Direction Hérault - associations Compagnons Bâisseurs Languedoc-Roussillon et Octopus expression - Exercice 2019 – Approbation
- 37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2019

ENFANCE

- 38. Convention cadre Ville de Montpellier - CAF de l'Hérault - Conseil Départemental - Adages pour la mise en œuvre du dispositif "Plateforme garde d'enfant et Service d'accueil familial d'insertion"
- 39. Crèche Joséphine Baker - Délégation de service public - Délibération de principe

DÉPLACEMENTS ET CIRCULATION

- 40. Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession à la Métropole de deux parcelles AI 87 commune de Montpellier et AB 103 commune de Montferrier-sur-Lez

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

- 41. Ouverture dominicale des établissements de commerce de détail - Avis du Conseil Municipal
- 42. Cœur de Ville en Lumières 2019 - Conventions de parrainage et de mécénat - Approbation

ESPACES VERTS, PARC DE LUNARET ET COMMISSIONS DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ

- 43. Parking du parc de Lunaret - Réalisation de travaux d'aménagement
- 44. Parc de Lunaret-Zoo de Montpellier-Adhésions obligatoires aux réseaux professionnels pour l'exercice 2020 : Ordre des vétérinaires, IFAP et OCPH

CULTURE

- 45. Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma - Conventions avec le CROUS de Montpellier - Dispositif YOOT pour l'année universitaire 2019-2020

46. Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'une subvention - Exercice 2019

PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

47. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Droit des femmes" - Exercice 2019

RELATIONS INTERNATIONALES

48. Extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
49. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire dans le cadre de l'action internationale de la Ville
50. Accord de coopération entre la Ville d'Obninsk, l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la région de Kalouga en Russie et la Ville de Montpellier - Convention additionnelle - Autorisation de signature
51. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King
52. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2019

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

53. Budget 2019 - Décision Modificative n°1 – Adoption
54. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Finances" et "Economie des ressources du Patrimoine" - Exercice 2019
55. Adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2019 – Renouvellement
56. Organismes extérieurs - Désignation des représentants de la Ville
57. Contrat de location ACM / Ville - Résidence Gély, rue du Mas de Merle - Autorisation de signature
58. Convention de mise à disposition de la Maison forestière du bois de Montmaur au bénéfice des Eclaireuses et Eclaireurs de France - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature
59. Convention de mise à disposition de service ascendante et descendante entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information - Autorisation de signature
60. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles - Autorisation de signature
61. Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ayant pour coordonnateur Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de Maintenance et prestations complémentaires du logiciel Droits de Cités

- 62. Achats de véhicules et utilitaires légers - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- 63. Autorisation de cession d'un véhicule

RESSOURCES HUMAINES

- 64. Modification des modalités de réalisation d'heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnisations
- 65. Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Élargissement du service commun de la Direction des Relations Internationales - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature
- 66. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier
- 67. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Caisse des Ecoles
- 68. Tableau des Emplois et des Effectifs – Approbation



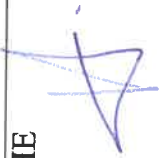





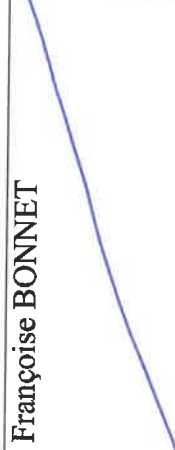

RAPPORTS DES ADMINISTRATEURS

- 69. Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique
- 70. Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique


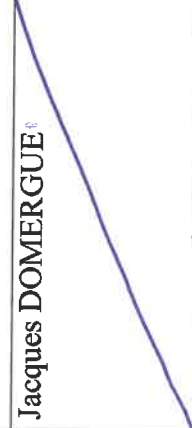


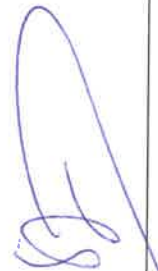

COMPTE-RENDUS ANNUELS A LA COLLECTIVITE

- 71. Concession Grand Cœur (SERM)
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 18 au traité de concession d'aménagement
Avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie
- 72. Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M)
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 8 au traité de concession d'aménagement
- 73. ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
- 74. ZAC Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 13
- 75. ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 15
- 76. ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 12

77. ZAC Port Marianne-République - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 2
78. ZAC Port Marianne - Richter - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
79. ZAC Port Marianne - Rive gauche - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 7
80. ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 1
81. ZAC Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 9
82. ZAC des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
83. ZAC Malbosc - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
84. ZAC Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 8
85. ZAC Ovalie - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2018)
86. Petit Bard - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018-
Avenant n° 12 à la concession
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2018)
87. Quartier de la Pompignane - Renouvellement urbain - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 2
88. ZAC de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 3
89. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier - Mandat Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 4 à la convention de mandat
90. Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Contrat de mandat public

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Fabien ABERT 		Lorraine ACQUIER 	
Luc ALBERNHE 		Rémi ASSIE 	
Sophia AYACHE 		Guy BARRAL 	
Valérie BARTHAS-ORSAL 		Robert BEAUFILS	
Maud BODKIN 		Françoise BONNET 	Procuration à l'eq. -JP Moulre 

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Sabria BOUALLAGA 		Daniel BOULET 	
Djamel BOUMAAZ 		Anne BRISSAUD 	
Nancy CANAUD 		Gérard CASTRE 	Procuration de M. TRAVIER
Mylène CHARDES 		Robert COTTE 	Procuration de Mme SCUDIER
Christophe COUR 		Jean-Luc COUSQUER 	
Perla DANAN 		Titina DASYLVA 	

Nom et signature	Procuration	Nom et signature	Procuration
Michaël DELAFOSSE 		Véronique DEMON 	
Jean-Marc DI RUGGIERO 		Jacques DOMERGUE 	Procuration à donner 
Michèle DRAY-FITOUSSI 		Christian DUMONT 	Procuration de M. DOMERGUE 
Abdi EL KANDOUSSI 	Procuration de M. LANNELONGUE 	Julie FRÈCHE 	
Vincent HALUSKA 		Clare HART 	
Stéphanie JANNIN 		Sonia KERANGUEVEN 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Pascal KRZYZANSKI 		Gérard LANNELONGUE 	Procuration à M. EL KANDOUSSI 
Alex LARUE 		Max LEVITA 	
Chantal LEVY-RAMEAU 		Nicole LIZA 	
Audrey LLEDO 		Henri MAILLET 	
Mustapha MAJDOUL 		Jérémie MALEK 	
Chantal MARION 		Isabelle MARSALA 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Hervé MARTIN 		Dominique MARTIN-PRIVAT	
Patricia MIRALLES 		Jean-Pierre MOURE 	Procuration de Mme BOUET
Caroline NAVARRE 		Véronique PEREZ 	
Patrick RIVAS 		Brigitte ROUSSEL-GALIANA 	
Cédric de SAINT-JOUAN		Samira SALOMON 	
Marie-Hélène SANTARELLI 		Philippe SAUREL	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Séverine SCUDIER	Procuration à M. COTTE 	Sauveur TORTORICI 	
Bernard TRAVIER	Procuration à M. CASTRE 	Henri de VERBIZIER 	
Patrick VIGNAL 		Annie YAGUE 	
Rabii YOUSSEUS 			



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019
Salle du Conseil

Convoqué le vendredi 15 novembre 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil le jeudi 21 novembre 2019 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne-BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents excusés:

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents:

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Cédric de SAINT JOUAN.

Adoption de l'ordre du jour

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Adoption du procès-verbal de la séance du 27 septembre

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Julie FRECHE sort de séance.

1. Démarche Cit'ergie - Approbation du plan d'actions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Madame Julie FRECHE entre en séance.

2. Revitalisation et animation des commerces - Convention partenariale avec l'Etat et conventions de flux financiers avec les partenaires

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Véronique PEREZ)

3. ZAC Beausoleil - Programme des équipements publics - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

4. ZAC Beausoleil - Quartier des Cévennes - Dossier de réalisation - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL)

5. ZAC Beausoleil - Demande d'agrément de candidature - S.A.S. Cassiopée - Lot III

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

6. Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Agrément de candidature INLI - 10 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

**7. Concession d'aménagement Grand Cœur - Agrément de candidature
INLI - 12 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

**8. ZAC Nouveau Saint Roch - Demande d'agrément de candidature
Linkcity Sud-Est - Lot VIII.**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

9. ZAC Port Marianne - Consul de mer extension - Agrément de candidature lot G

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

**10. ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature
Lot A1 (Kaufman & Broad / Pégase Immobilier)**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

11. Quartier Centre - Vente des locaux situés 49 49 bis 51 cours Gambetta

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**12. Quartier Centre Historique - Vente d'un immeuble
7, boulevard Pasteur - Parcelle cadastrée BZ 307**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**13. Acquisition d'une partie de la propriété de M. Jean CRASSOUS
1154 avenue de Saint-Maur - Parcelle cadastrée CK 545 partie**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**14. Régularisation foncière - Acquisition du bien situé sur les parcelles cadastrées EO n° 424 et 425,
820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**15. Quartier des Cévennes - Reconstruction du groupe scolaire Julie Daubie-Madeleine Brès
Acquisition d'un terrain à M. Yves DECOR - 626 avenue Paul Rimbaud
Parcelle cadastrée MS 292p**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

**16. ZAC Pierres Vives - Acquisition de la parcelle TV n° 201 à Montpellier Méditerranée Métropole
- Rue Marius Petipa**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

17. ZAC Pierres Vives - Acquisition de 4 parcelles à Territoire 34 - Rue Marius Petipa

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

18. Rue Adam de Craponne - Déclaration d'abandon manifeste de la parcelle HW 665

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

19. Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Modification des tarifs 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

20. Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Jean-Marc DI RUGGIERO, Isabelle MARSALA, Sauveur TORTORICI)

21. Don de matériels scolaires à la Ville de Béziers dans le cadre de l'incendie de l'école des Tamaris dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**22. Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020 en faveur d'associations
Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation de subventions en nature**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

23. Club des Territoires Un Plus Bio - Adhésion

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

24. Bourse Initiatives Jeunes 2019 - Participation de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

25. Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2019 - 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

26. Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

27. Service civique - Convention de mise à disposition de volontaire - Modèle - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE)

28. Convention de partenariat CREPS de Montpellier-Ville de Montpellier Conditions d'intervention stagiaires en formation BPJEPS APT - Renouvellement

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Patrick RIVAS, Philippe SAUREL)

29. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Messieurs Christophe COUR et Michaël DELAFOSSE sortent de séance.

30. Aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville Réalisation de travaux d'aménagement

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

31. Aménagement du local à ordures ménagères situé à l'arrière de la MPT Louis Feuillade Réalisation de travaux d'aménagement

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Messieurs Christophe COUR et Michaël DELAFOSSE entrent en séance.

32. Dénomination des voies et des espaces publics

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Madame Brigitte ROUSSEL-GALLIANA sort de séance.

33. Contrat de ville - Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) Ville de Montpellier - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Madame Brigitte ROUSSEL-GALLIANA et Monsieur Patrick VIGNAL entrent en séance.

34. Charte de l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) Adhésion -Signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

35. Convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier relative aux opérations "Aménagement d'un tiers lieu numérique rue Draparnaud" et "Requalification du hall d'entrée de l'EHPAD Mathilde Lartigue" (dotation Politique de la Ville)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

36. Conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité »

**Ville de Montpellier - Enedis Direction Hérault - Associations Compagnons Bâtisseurs
Languedoc-Roussillon et Octopus expression - Exercice 2019 - Approbation**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Valérie BARTHAS-ORSAL, Michèle DRAY-FITOUSSI, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE)

37. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**38. Convention cadre Ville de Montpellier - CAF de l'Hérault - Conseil Départemental - Adages
pour la mise en œuvre du dispositif "Plateforme garde d'enfant et Service d'accueil familial
d'insertion"**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre :

Abstention :

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Annie YAGUE)

39. Crèche Joséphine Baker - Délégation de service public - Délibération de principe

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 7 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**40. Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession à la Métropole de deux parcelles
AI 87 commune de Montpellier et AB 103 commune de Montferrier-sur-Lez**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ)

41. Ouverture dominicale des établissements de commerce de détail - Avis du Conseil Municipal

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 1 voix (Hervé MARTIN)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

42. Cœur de Ville en Lumières 2019 - Conventions de parrainage et de mécénat - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Véronique DEMON, Véronique PEREZ, Philippe SAUREL)

Mesdames Valérie BARTHAS-ORSAL et Chantal LEVY-RAMEAU sortent de séance.

43. Parking du parc de Lunaret - Réalisation de travaux d'aménagement

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Mesdames Maud BODKIN et Sonia KERANGUEVEN sortent de séance.

44. Parc de Lunaret-Zoo de Montpellier-Adhésions obligatoires aux réseaux professionnels pour l'exercice 2020 : Ordre des vétérinaires, IFAP et OCPH.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

45. Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma - Conventions avec le CROUS de Montpellier Dispositif YOOT pour l'année universitaire 2019-2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Abdi EL KANDOUSSI, Gérard LANNELONGUE.)

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL entre en séance.

46. Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'une subvention Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Mylène CHARDES, Perla DANAN, Jérémie MALEK, Bernard TRAVIER)

Madame Stéphanie JANNIN sort de séance.

47. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Droit des femmes" - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Mesdames Maud BODKIN et Chantal LEVY-RAMEAU entrent en séance.

48. Extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

49. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire dans le cadre de l'action internationale de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

50. Accord de coopération entre la Ville d'Obninsk, l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la région de Kalouga en Russie et la Ville de Montpellier - Convention additionnelle - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET)

51. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

52. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Pascal KRZYZANSKI, Chantal MARION, Séverine SCUDIER)

53. Budget 2019 - Décision Modificative n°1 - Adoption

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 2 voix (Anne BRISSAUD, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Abstentions : 12 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur Patrick RIVAS et Madame Samira SALOMON sortent de séance.

54. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Finances" et "Economie des ressources du Patrimoine" - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**55. Adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2019
Renouvellement**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

56. Organismes extérieurs - Désignation des représentants de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

57. Contrat de location ACM / Ville - Résidence Gély, rue du Mas de Merle - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 10 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard LANNELONGUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER)

58. Convention de mise à disposition de la Maison forestière du bois de Montmaur au bénéfice des Eclaireuses et Eclaireurs de France - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**59. Convention de mise à disposition de service ascendante et descendante entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information
Autorisation de signature**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Madame Stéphanie JANNIN entre en séance.

60. Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Madame Sonia KERANGUEVEN entre en séance.

61. Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ayant pour coordonnateur Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de Maintenance et prestations complémentaires du logiciel Droits de Cités

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

62. Achats de véhicules et utilitaires légers - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur Patrick RIVAS entre en séance.

63. Autorisation de cession d'un véhicule

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

64. Modification des modalités de réalisation d'heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnisations

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

**65. Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Élargissement du service commun de la Direction des Relations Internationales - Avenant à la convention de service commun
Autorisation de signature**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur Alex LARUE sort de séance

66 Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

67. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Caisse des Ecoles

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur Alex LARUE et Madame Samira SALOMON entrent en séance.

68. Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Anne BRISSAUD)

Ne prend pas part au vote : 0

69. Organismes extérieurs - Société Publique Locale (SA3M) - Rapport spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Monsieur Rabii YOUSSEF sort de séance.

70. Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport Spécial 2018 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 0

71. Concession Grand Cœur (SERM)
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 18 au traité de concession d'aménagement
Avenant n° 8 à la convention d'avance de trésorerie

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

72. Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M)
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 8 au traité de concession d'aménagement

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

73. ZAC Port Marianne - Consuls de Mer - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.
 Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

74. ZAC Port Marianne - Jacques Cœur - Concession d'aménagement Ville / SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 13

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

75. ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 15

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

76. ZAC Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement Ville - SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 12

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

77. ZAC Port Marianne-République - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 2

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

78. ZAC Port Marianne - Richter - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

79. ZAC Port Marianne - Rive gauche - Concession d'aménagement Ville-SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 7

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

80. ZAC du Coteau - Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 1

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

81. ZAC Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI)
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 9

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

82. ZAC des Grisettes - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

83. ZAC Malbosc - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

84. ZAC Nouveau Saint Roch - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 8

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Marie-Hélène SANTARELLI)

85. ZAC Ovalie - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2018)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI)

86. Petit Bard - Concession d'aménagement Ville/SERM
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018-
Avenant n° 12 à la concession
Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2018)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI)

Monsieur Rabii YOUSSEF entre en séance.

87. Quartier de la Pompignane - Renouvellement urbain
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Avenant n° 2

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

88. ZAC de la Restanque
Concession d'aménagement Ville/SA3M
Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 3

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

89. Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier
Mandat Ville/SA3M
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Approbation de l'avenant n° 4 à la convention de mandat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

90. Réalisation des nouvelles halles Laissac et aménagement des espaces publics attenants
Compte-rendu annuel à la collectivité - Exercice 2018
Contrat de mandat public

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h17.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Environnement,
Développement durable,
Biodiversité, Climat**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Démarche Cit'ergie - Approbation du plan d'actions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 12 juin 2019, la Ville de Montpellier a décidé de s'engager dans la démarche Cit'ergie dans le cadre d'un dossier commun avec la Métropole.

Dispositif européen porté en France par l'ADEME, Cit'ergie est un programme de management et de labellisation qui récompense pour 4 ans les collectivités pour la qualité de leur politique climat-air-énergie appliquée à elle-même, c'est-à-dire à leur gouvernance, à leur patrimoine, à leurs services, à leurs matériels et aux flux qu'elles émettent ou génèrent. Ce label destiné aux communes et intercommunalités qui s'engagent dans un processus d'amélioration continue dans les 6 domaines suivants :

- Planification territoriale
- Patrimoine de la collectivité
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement
- Mobilité
- Organisation interne
- Coopération et communication

Cit'ergie s'articule autour de trois niveaux de labellisation qui récompensent les réalisations et engagements pris par la collectivité et qui l'encouragent à progresser dans sa démarche. Le label « Cap Cit'ergie » est décerné aux collectivités dont la part d'actions mises en œuvre est comprise entre 35% et 50% de leur potentiel maximum. Le label « Cit'ergie » est décerné aux collectivités dont la part d'actions

Délibération n°V2019-384

prises en œuvre est supérieure à 50% de leur potentiel maximum. Enfin, le label « Cit'ergie Gold » est le niveau ultime de performance du label. Il est décerné aux collectivités dont la part d'actions prises en œuvre est supérieure à 75%.

La décision de la Ville de s'inscrire dans cette démarche de labellisation confirme son engagement en faveur de la transition écologique et énergétique à l'instar de la déclaration de l'état d'urgence climatique faite par le Conseil municipal en juillet 2019 et de la publication du Manifeste pour une ville écologique et humaniste.

Par ailleurs, par délibération en date du 20 juin 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la révision de son Plan Climat en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

En premier lieu, il a été réalisé un diagnostic territorial qui identifie les enjeux du territoire face au changement climatique. Dans un second temps, en cours de co-construction, la définition de la stratégie territoriale vient préciser l'ambition de la collectivité à l'horizon 2050, ainsi que les priorités et les objectifs sur lesquels la collectivité s'engagera. Cette stratégie se déclinera dans un programme d'actions opérationnelles destiné à positionner la Métropole et le territoire sur la trajectoire permettant l'atteinte des objectifs à 2050, notamment « Vers un territoire neutre en carbone ».

Afin d'assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des actions du PCAET, la Métropole a acté son engagement dans la démarche Cit'ergie.

Compte tenu du degré très avancé de la mutualisation des services entre la Ville et la Métropole, elles ont décidé d'engager une démarche Cit'ergie commune aux deux collectivités et de faire acte de candidature au label le 21 juin 2019.

Après un état des lieux réalisés avec les services des deux collectivités puis des ateliers thématiques, un plan d'actions réparties dans les six domaines prédéfinis, a été élaboré pour quatre ans. Définies avec les services dans une démarche de prospective sur les prochaines années, ces actions seront suivies et évaluées chaque année par le conseiller Cit'ergie formé par l'ADEME qui accompagne la Métropole et la Ville. Il peut s'agir d'actions déjà engagées ou de nouvelles actions issues de cette phase de concertation et co-construction.

La réalisation de ce plan d'actions suivant les standards de la labellisation Cit'ergie, permet de préfigurer le plan d'actions du PCAET de la Métropole. Les orientations du plan d'actions proposé dans les six domaines sont les suivantes :

- Planification territoriale :
 - Utiliser les documents d'urbanisme pour assurer la mise en œuvre des objectifs climat-air-énergie et lutter contre l'artificialisation des sols,
 - Planifier la rénovation de l'habitat et la construction durable sur le territoire
- Patrimoine de la collectivité :
 - Elaborer une stratégie patrimoniale incluant un programme de rénovation,
 - Etre exemplaire sur les bâtiments publics neufs et rénovés
- Approvisionnement en énergie, eau et assainissement :
 - Optimiser le service public de la distribution d'énergie,
 - Optimiser la gestion des eaux pluviales,
 - Préserver la biodiversité du territoire et développer des espaces verts
- Mobilité :
 - Promouvoir et suivre les pratiques multimodales sur le territoire,
 - Proposer une offre de transports publics attractive et de qualité,
 - Optimiser la logistique et la gestion des flux de marchandises sur le territoire

- Organisation interne :
 - Assurer le pilotage et le portage de la politique climat-air-énergie,
 - Etre exemplaire en matière d'éco-responsabilité de la commande publique
- Coopération et communication :
 - Développer une stratégie partenariale multi-niveaux,
 - Renforcer la coopération au sein de l'intercommunalité,
 - Soutenir une agriculture et une alimentation plus durable,
 - Inciter les citoyens et les relais d'opinions à une consommation responsable.

Le vendredi 11 octobre 2019 s'est tenu l'audit obligatoire des collectivités dans le cadre de la démarche d'évaluation préalable à la labellisation. L'auditrice a pu présenter son retour sur le dossier de candidature et questionner les représentants des deux collectivités sur les axes prospectifs engagés ou à engager. Elle a souligné la qualité du dossier pour une première labellisation et a informé d'un score provisoire de 58% de mise en œuvre, permettant donc d'espérer l'éligibilité au niveau de label « Cit'ergie ».

Ce plan d'actions ainsi que l'ensemble du dossier constitué par le conseiller Cit'ergie seront examinés par la Commission Nationale du Label (CNL) habilitée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le plan d'actions Cit'ergie annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan d'actions Cit'ergie

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL.

Revitalisation et animation des commerces - Convention partenariale avec l'Etat et conventions de flux financiers avec les partenaires

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°V2019-251 du 18 juillet 2019, le Conseil municipal a validé le principe de la mise en place de mesures en faveur de la revitalisation et animations des commerces du centre-ville dans le cadre de l'opération nationale proposée par l'Etat.

Un plan de sept actions est actuellement en cours de mise en œuvre dont quatre d'entre elles sont en partie subventionnées par l'Etat pour un montant de 300 000 €. La Ville de Montpellier est le support de cette opération et percevra à ce titre la subvention de l'Etat.

Ces actions sont également cofinancées par Montpellier Méditerranée Métropole, la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault.

Il convient aujourd'hui de formaliser ces partenariats en signant les conventions permettant de percevoir la subvention, mais aussi de valider les conventions permettant les différents flux financiers avec les cofinanceurs du projet.

En effet, une partie de la subvention de l'Etat doit être reversée aux partenaires porteurs de certaines actions. Dans le même temps, la Ville doit percevoir les participations des partenaires pour certaines actions au financement multiple. Le rappel des actions et de leur financement est joint en annexe.

Etat d'avancement des actions :

- **Action 1 : Exonération des redevances d'occupation** : les factures du 3^{ème} trimestre des marchés halles et conventions d'occupation ont été exonérées d'office. Les redevances terrasses ont été proratisées pour en retirer 3 mois ou sont en cours de remboursement pour celles qui avaient déjà été réglées entièrement. Le coût total de cette mesure, préalablement estimé à 295 000 €, atteindra finalement 310 000 €, sans participation de l'Etat.
- **Action 2 : ZAT « 100 artistes dans la Ville »** : cette action, prévue au budget 2019 sans participation de l'Etat ni des partenaires s'est terminée fin juin. Cette manifestation culturelle exceptionnelle a été un succès et a permis de dynamiser l'Ecusson pendant tout le mois de son déroulement.
- **Action 3.1 Happy hours du commerce** : Cette action a été financée par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault sans participation de l'Etat.
- **Action 3.2 : 2h de parking gratuit pendant les happy hours du commerce** : Ce dispositif dont le coût est estimé à 100 000 € bénéficie d'une participation de l'Etat à hauteur de 30 000 €. La Ville doit prévoir le reversement de cette somme à la Montpellier Méditerranée Métropole.
- **Action 4.1 : Déploiement de l'application shopping Destination Hérault** : Cette action initiée par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault bénéficie d'un financement de la Métropole sans participation de l'Etat.
- **Action 4.2 : Déploiement de l'application Géométiers** : Cette action est financée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault sans participation de l'Etat.
- **Action 5.1 : Création d'un fonds de soutien aux associations des commerçants du Centre-Ville pour des animations de fin d'année** : Les dossiers ont été étudiés et les subventions attribuées au Conseil municipal du 27 septembre sont en cours de versement. Ce fonds, d'un montant de 140 000 € est subventionné par l'Etat à hauteur de 80 000 €. La Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault abonde à hauteur de 24 000 € que la Ville doit percevoir par convention.
- **Action 5.2 : 2h de parking gratuit pendant les animations de fin d'année** : Ce dispositif dont le coût est estimé à 100 000 € bénéficie d'une participation de l'Etat de 30 000 €. La Ville doit prévoir le reversement de cette somme à Montpellier Méditerranée Métropole.
- **Action 6.1 Animations des 4 samedis de la rentrée** : Cette action bénéficie d'un financement de l'Etat à hauteur de 90 000 € et d'une participation de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault de 40 000 € que la Ville doit percevoir par convention. Considérant les manifestations de gilets jaunes qui ont repris début septembre, il a été décidé, en lien avec les commerçants du centre-ville et avec l'accord des services du Ministère de l'Economie et des Finances de reporter pour partie ces animations sur les dimanches de décembre. Ainsi seul le week-end du Grand Bazar d'automne (du 2 au 5 octobre) a bénéficié d'animations renforcées et cofinancées et les 3 autres journées se dérouleront les 8,15 et 22 décembre avec des thématiques cultures urbaines, cirques et Noël.
- **Action 6.2 : 2h de parking gratuit pendant les 4 samedis de la rentrée** : Ce dispositif dont le coût est estimé à 100 000 € bénéficie d'une participation de l'Etat de 30 000 €. La Ville doit prévoir le reversement de cette somme à Montpellier Méditerranée Métropole. Comme indiqué à l'action 6.1, cette action est aussi reportée sur le premier week-end d'octobre et les 3 dimanches de décembre.
- **Action 7 : Promotion et valorisation du centre-ville** : Il s'agit ici de campagnes de communication sur le centre-ville. Cette action bénéficie d'une subvention de 40 000 € de l'Etat.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention avec l'Etat concernant l'opération nationale « revitalisation et animation des commerces », attribuant une subvention de 300 000 € à la Ville de Montpellier ;
- d'approuver les termes de la convention avec Montpellier Méditerranée Métropole relative au reversement de 90 000 € de la subvention de l'Etat (actions 3.2, 5.2 et 6.2) ;
- d'approuver les termes de la convention avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault afin de percevoir 64 000 € de participation au plan d'action (actions 5.1 et 6.1) ;

Délibération n°V2019-385

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions afférentes et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention type ONGJ 2019.pdf
- CONVENTION FLUX 3M GJ.pdf
- CONVENTION FLUX CCI GJ.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



04 DEC. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

ZAC Beausoleil - Programme des équipements publics - Approbation

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Par délibération du 1^{er} février 2018, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, une demande d'examen au cas par cas relative au projet (n°2016- 004700) a été déposée et considérée complète par les services de la DREAL le 28 novembre 2016. Considérant que le projet présenté n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement, la ZAC Beausoleil a donc été dispensée d'étude d'impact.

Par délibération du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable organisée sur le projet de création et le dossier de création de la ZAC Beausoleil.

Bordant l'avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes, la ZAC représente une surface de 3,3 hectares comprenant une grande partie des terrains de l'ancienne gendarmerie, les voies Masséna et Taillade, ainsi que quelques parcelles avoisinantes pour une bonne cohérence d'ensemble de la composition urbaine et paysagère.

La ZAC Beausoleil permettra la réalisation d'environ 250 logements diversifiés, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère. Elle permettra également la création de 7 850 m² de bureaux qui contribueront au dynamisme économique du quartier et 500 m² de commerces de proximité pour les besoins des habitants et usagers du site. A proximité immédiate de la ZAC, un grand pôle de santé mutualiste, support de vie active dans le quartier et créateur d'environ 250 emplois, sera réalisé en complément du projet de développement de la clinique Beausoleil sur son site

historique actuel.

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Beausoleil inclut :

- Les équipements publics d'infrastructure situés dans le périmètre de la ZAC :
 - voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
 - réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
 - réseau d'eaux usées,
 - réseau d'eau potable,
 - points d'eau incendie,
 - réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
 - réseau de télécommunications,
 - réseau de chaleur urbain,
- Les équipements publics d'infrastructure situés hors du périmètre de la ZAC :
 - le renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes,
- Les équipements publics de superstructure situés hors du périmètre de la ZAC:
 - la création de places dans une crèche,
 - la création de classes dans un groupe scolaire.

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception du renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes sous la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole et de la création de classes dans un groupe scolaire et de places dans une crèche sous la maîtrise d'ouvrage de la ville de Montpellier.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

L'ensemble des coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences sera pris en charge par l'opération d'aménagement.

Une participation au financement de la station d'épuration MAERA est demandée à la ZAC à hauteur de 612 € par logement nouvellement créé. Cette participation s'applique aux 50 logements supplémentaires construits dans la ZAC au regard des 200 logements existants démolis et reconstruits. Le montant de la participation de la ZAC s'élève à 30 600 €.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'applique à la ZAC Beausoleil. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'opération. Ainsi, le montant des travaux d'assainissement évalué à 100 000 € H.T. (y compris frais d'études et aléas) étant inférieur au montant total de la PFAC évalué à 254 314 € HT, un montant résiduel de PFAC sera mis à la charge des constructeurs. Il s'élève à 154 314 €.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole a été sollicité sur le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Beausoleil. Par délibération du 30 septembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé la partie du programme des équipements publics relevant de ses compétences.

Aussi en application de l'article R.311-8 du code de l'urbanisme, le programme des équipements publics de la ZAC Beausoleil est soumis aujourd'hui à votre approbation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme des équipements publics de la ZAC Beausoleil ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme ;
- de dire que le programme des équipements publics de la ZAC Beausoleil sera tenu à la disposition du public au siège de la Métropole de Montpellier (Direction de l'Aménagement et du Renouvellement Urbain), aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
04 DEC. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Délibération n°V2019-387
PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT

04 DEC. 2019

D.R.C.L.
GREFFE - P.F.R.A.

Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

ZAC Beausoleil - Quartier des Cévennes - Dossier de réalisation - Approbation

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Fin 2011, le commandement de la Région de gendarmerie du Languedoc Roussillon et le Groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault ont quitté la caserne située 123 bis avenue de Lodève pour se réinstaller rue de Fontcouverte, sur le site de l'ancienne Ecole d'application de l'infanterie, laissant un site de 3 hectares désaffecté.

Saisissant cette opportunité, la Ville de Montpellier a alors manifesté son souhait de réinvestir ces terrains, propriété du Ministère de la Défense. Localisés entre l'avenue de Lodève, l'avenue Masséna et la rue de la Taillade, ils bénéficient en effet de la proximité du centre historique et d'une très bonne desserte grâce à la mise en service de la ligne 3 du tramway en avril 2012. Une étude de recomposition urbaine a été lancée sur un périmètre élargi, afin de déterminer la capacité de mutation du site : ces réflexions ont permis de définir un parti d'aménagement s'appuyant sur un programme mixte intégrant une extension de la clinique Beausoleil voisine, la création d'environ 260 logements et l'implantation de bureaux, commerces et services de proximité, pour une surface de plancher globale de 37 500 m².

C'est sur cette base que la collectivité a engagé une négociation avec l'Etat dans l'objectif d'acquérir cette emprise. Relancés en juin 2014, ces échanges ont permis d'aboutir à un accord fin 2016 par lequel la ville de Montpellier a obtenu la propriété de l'ensemble du site à l'euro symbolique et peut désormais envisager la transformation de cette friche en un quartier ouvert et agréable à vivre.

La création de la ZAC :

Bordant l'avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes, la ZAC représente une surface de 3,3

hectares comprenant une grande partie des terrains de l'ancienne gendarmerie, les voies Masséna et Taillade, ainsi que quelques parcelles avoisinantes pour une bonne cohérence d'ensemble de la composition urbaine et paysagère.

La ZAC Beausoleil permettra la réalisation d'environ 250 logements diversifiés, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère. Elle permettra également la création d'environ 8 000 m² de bureaux qui contribueront au dynamisme économique du quartier et 500 m² de commerces de proximité pour les besoins des habitants et usagers du site. A proximité immédiate de la ZAC, un grand pôle de santé mutualiste, support de vie active dans le quartier et créateur d'environ 250 emplois, sera réalisé en complément du projet de développement de la clinique Beausoleil sur son site historique actuel.

Par délibération du 1er février 2018, le Conseil municipal a approuvé le lancement de la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil et les objectifs de concertation et d'association du public.

En application des articles R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, une demande d'examen au cas par cas relative au projet (n°2016- 004700) a été déposée et considérée complète par les services de la DREAL le 28 novembre 2016. Considérant que le projet présenté n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement, la ZAC Beausoleil a donc été dispensée d'étude d'impact.

Par délibération du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable organisée sur le projet de création et le dossier de création de la ZAC Beausoleil.

Conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier qui a pris l'initiative de la création de la ZAC Beausoleil a constitué un dossier de réalisation ; celui-ci comprend :

1. le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
2. le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
3. les modalités provisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps
4. la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole approuvant le programme des équipements publics.

Le programme des équipements publics à réaliser dans la zone :

Le programme des équipements publics à réaliser dans la ZAC Beausoleil inclut :

Les équipements publics d'infrastructure situés dans le périmètre de la ZAC :

- voiries, places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,
- réseau d'eaux pluviales et ouvrages hydrauliques,
- réseau d'eaux usées,
- réseau d'eau potable,
- points d'eau incendie,
- réseau de haute, moyenne et basse tension électrique,
- réseau de télécommunications,
- réseau de chaleur urbain,

Les équipements publics d'infrastructure situés hors du périmètre de la ZAC :

- le renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes,

Les équipements publics de superstructure situés hors du périmètre de la ZAC:

- la création de places dans une crèche,
- la création de classes dans un groupe scolaire.

Ces équipements publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui a été confiée, à l'exception du renforcement de la station d'épuration MAERA à Lattes sous la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole et de la création de classes dans un groupe scolaire et de places dans une crèche sous la maîtrise d'ouvrage de la ville de Montpellier.

Les équipements publics de voiries et places, aménagements paysagers, mobilier urbain, éclairage public,

Délibération n°V2019-387

assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales et défense incendie seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole et ceux de la distribution d'eau potable à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de leurs compétences dans ces différents domaines et aux fins d'incorporation dans leur patrimoine à l'occasion des opérations de réception et de remise des ouvrages en présence de leurs représentants et de ceux de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Le programme des équipements publics précise la nature des équipements publics réalisés et la collectivité ou le concessionnaire auxquels ils seront remis.

L'ensemble des coûts relatifs à la réalisation des équipements publics destinés à être remis à Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences sera pris en charge par l'opération d'aménagement.

Le programme global des constructions à réaliser dans la zone :

La ZAC s'étendra sur un périmètre d'environ 3,3 ha situé entre l'avenue de Lodève, l'avenue Masséna, l'avenue de la Liberté et la rue de la Taillade.

Le programme prévisionnel des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre opérationnel de la ZAC est estimé à environ 24 500 m² de surface de plancher (SDP).

L'objectif est de réaliser au sein de la ZAC :

- environ 16 000 m² de SDP de logements,
- environ 8 000 m² de SDP destinés à l'activité tertiaire (bureaux) ;
- environ 500 m² de SDP de commerces et services de proximité, se répartissant dans les rez-de-chaussée d'immeubles donnant sur l'avenue de Lodève.

En matière d'aménagement d'infrastructures, le programme prévisionnel comporte la réalisation de l'ensemble des voiries, réseaux divers et espaces publics nécessaires à la desserte des îlots constructibles et à la valorisation paysagère et urbaine du site.

Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps :

Compte tenu du programme global de construction, le programme de construction de la ZAC s'échelonnait sur une dizaine d'années.

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la société SA3M dans le cadre de son intervention sur le secteur Nouveau Grand Cœur, par délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2016 approuvant l'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 ».

L'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a sollicité l'accord préalable de Montpellier Méditerranée Métropole sur le programme des équipements publics à réaliser dans la Zone d'Aménagement concerté Beausoleil relevant de ses compétences. En date du 30 septembre 2019, le conseil métropolitain a approuvé :

- le principe de la réalisation du programme des équipements publics pour la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil ;
- le principe du financement de ces équipements ;
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte ;

La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2019-480 est jointe en annexe 1 de la présente délibération.

Le dossier de réalisation de la ZAC Beausoleil établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme est joint en annexe 2 de la présente délibération.

Conformément aux articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera

Délibération n°V2019-387

affichée pendant un mois en mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2019-480 en date du 30 septembre 2019 approuvant le principe de la réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Beausoleil, le principe de leur financement et la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, telle que jointe en annexe 1 de la présente délibération ;
- d'approuver le dossier de réalisation de la Zone d'aménagement concerté Beausoleil établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, tel que proposé en annexe 2 de la présente délibération ;
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R. 311-9 et R. 311-5 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que ce dossier sera tenu à la disposition du public en Mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Dossier de réalisation

**PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT**

04 DEC. 2019

**D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



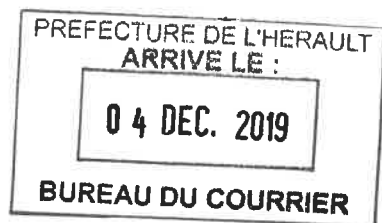
Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

ZAC Beausoleil - Demande d'agrément de candidature S.A.S. Cassiopée - Lot III

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Bordant l'avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes et d'une surface 3,3 hectares et la ZAC Beausoleil permettra la réalisation d'environ 250 logements diversifiés, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère. Elle permettra également la création d'environ 8 000 m² de bureaux qui contribueront au dynamisme économique du quartier et 500 m² de commerces de proximité pour les besoins des habitants et usagers du site. A proximité immédiate de la ZAC, un grand pôle de santé mutualiste, support de vie active dans le quartier et créateur d'environ 250 emplois, sera réalisé en complément du projet de développement de la clinique Beausoleil sur son site historique actuel.

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la société SA3M dans le cadre de son intervention sur le secteur Nouveau Grand Cœur, par délibération du Conseil municipal en date du 28 avril 2016 approuvant l'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 ».

Dans ce cadre, la SA3M propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de S.A.S. CASSIOPEE en vue de la cession de terrains, sur le lot III de la ZAC, pour la réalisation d'un immeuble de bureaux.

Dénomination du candidat : S.A.S. CASSIOPEE

45 rue Ernest Granier - 34 960 Montpellier

Localisation : ZAC Beausoleil - Lot III

Parcelles cadastrées : section KW 172 p

**Surface de la partie du lot objet
de la demande d'agrément :** 4 360 m²

Nature du projet : immeuble de bureaux en R+5, avec 2 niveaux de parkings en sous-sol

SDP envisagée : 7 831 m² SDP

SDP maximale autorisée : 7 850 m² SDP

La SA3M précise que la candidature de S.A.S. CASSIOPEE prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de S.A.S. CASSIOPEE pour la construction de bureaux sur le lot III de la ZAC Beausoleil ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.



Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

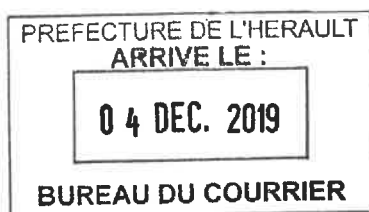
L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.



Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur Agrément de candidature INLI - 10 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

La Ville de Montpellier a confié à la SA3M (anciennement SAAM) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil Municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature d'INLI en vue de la cession de l'immeuble situé 10 rue du Faubourg FIGUEROLLES à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation / surélévation conjointe dudit immeuble avec celui sis 12 rue du Faubourg FIGUEROLLES, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 garages.

Dénomination du Candidat INLI
11 Boulevard des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4

Localisation : 10, rue Faubourg du Figuerolles 34 000 MONTPELLIER

Parcelle cadastrée : Section IZ 118 d'une superficie totale de 179 m²

Nature du projet : Réunion dudit immeuble avec celui sis 12 rue du Faubourg FIGUEROLLES en vue d'un projet de réhabilitation avec surélévation comprenant 9 logements collectifs, et 2 garages dont :
7 Logements en loyer conventionné
2 Logements en loyer intermédiaire

SDP envisagée : 553 m² SDP dont 58 m² de SDP créée

Montant de charge foncière : 500 000 € HT (hors indexation)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'INLI en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation/surélévation conjointe dudit immeuble avec celui sis 12 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 garages ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

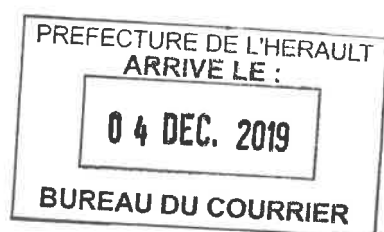
Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.



Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



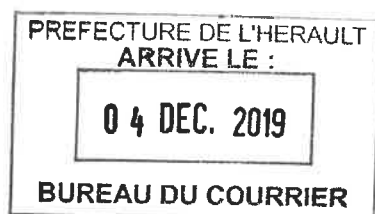
Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Concession d'aménagement Grand Cœur Agrément de candidature INLI - 12 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature d'INLI en vue de la cession de l'immeuble situé 12 rue du Faubourg FIGUEROLLES à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation / surélévation conjointe dudit immeuble avec celui sis 10 rue du Faubourg FIGUEROLLES, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 garages.

Dénomination du Candidat INLI
11 Boulevard des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4

Localisation : 12, rue Faubourg du Figuerolles - 34 000 MONTPELLIER

Parcelle cadastrée : Section IZ 117 d'une superficie totale de 159 m²

Nature du projet : Réunion dudit immeuble avec celui sis 10 rue du Faubourg FIGUEROLLES en vue d'un projet de réhabilitation avec surélévation comprenant 9 logements collectifs, et 2 garages dont :
7 Logements en loyer conventionné
2 Logements en loyer intermédiaire

SDP envisagée : 553 m² SDP dont 58 m² de SDP créée

Montant de charge foncière : 200 000 € HT (hors indexation)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'INLI en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation/surélévation conjointe dudit immeuble avec celui sis 10 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier, comprenant la réalisation de 9 logements et 2 garages ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

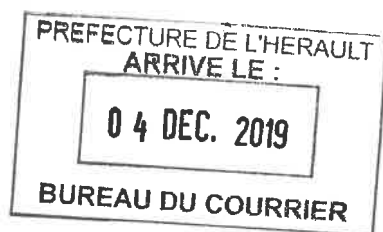
Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.



Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

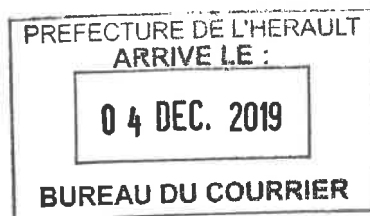
L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.



Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

ZAC Nouveau Saint Roch Demande d'agrément de candidature - Linkcity Sud-Est - Lot VIII.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking...) et privés (hôtels...).

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,5 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de Linkcity Sud-Est en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot VIII.b2 de la ZAC, la réalisation d'une résidence hôtelière nouvelle génération, espace co-working et bureaux.

Dénomination du candidat : Linkcity Sud-Est

Délibération n°V2019-391

Localisation : ZAC Nouveau Saint-Roch - Lot VIII.b2

Parcelles cadastrées : section EV 494p, 538p et 540p

Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément : 1 598 m²

Nature du projet : résidence nouvelle génération, espace co-working et bureaux.

SDP envisagée : 7 126 m² SDP

SDP maximale autorisée : 7 350 m² SDP

La SERM précise que la candidature de Linkcity Sud-Est prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de Linkcity Sud-Est pour la construction d'une résidence hôtelière nouvelle génération, espace co-working et bureaux sur le lot VIII.b2 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

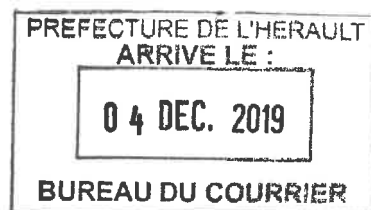
Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.



Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

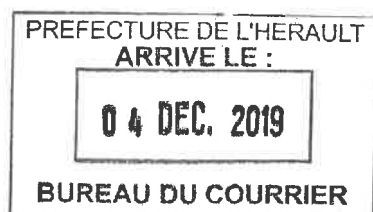
L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.



Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

ZAC Port Marianne - Consul de mer extension - Agrément de candidature lot G

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- l'hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en quatre périmètres successifs :

Délibération n°V2019-392

- Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçu par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confié à la SERM en qualité d'aménageur, ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.
- L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6 000 m² de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, cette extension est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours achevée.
- Une nouvelle extension a été décidée par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007 en vue de répondre à l'évolution rapide du contexte urbain du secteur, et notamment à la réalisation des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway. Cette extension se situe dans le prolongement direct de l'hôtel de ville, au sud et à l'ouest de celui-ci.
- Enfin, un nouveau dossier de création a été approuvé par le Conseil municipal en sa séance du 1^{er} octobre 2012. Les modifications apportées à l'opération concernent principalement l'adaptation du périmètre de l'opération sur différents secteurs et du programme global de constructions en résultant.

Le traité de concession initial de la ZAC a été autorisé par délibération du Conseil Municipal le 9 mai 1994 et a évolué dans le temps grâce à des modifications apportées par plusieurs avenants. Cette concession avec la SERM prévoit l'agrément par la Ville des attributaires de chacun des lots de la ZAC, sur proposition de la SERM.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de ROXIM en vue de la cession du lot G de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3) permettant la réalisation du programme décrit ci-après :

- Dénomination du candidat :

ROXIM
Espace club 7
448 rue de la Roqueturière
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot G
ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (extension Phase 3)

- Références cadastrales du bien à céder :

Le lot G correspond à : les parcelles cadastrées DS 640a, 642a et 782a d'une superficie totale de 2 171 m² environ.

- Nature du projet :

Réalisation de logements collectifs en accession abordable et libre

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 6 000 m² SDP
 1 200 m² en logements en accession abordable
 4 800 m² en logements en accession libre

Délibération n°V2019-392

La SERM précise que la candidature de ROXIM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de ROXIM en vue de la réalisation d'un programme comprenant des logements collectifs sur le lot G de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



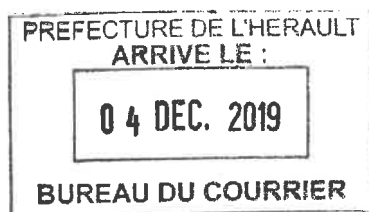
Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

ZAC Port Marianne - République - Agrément de candidature Lot A1 (Kaufman & Broad / Pégase Immobilier)

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne

- République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers Port Marianne – Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne

- Rive Gauche, lesquels s'étendent en rive gauche du Lez.

A l'issue du concours d'urbanisme, le conseil municipal a décidé de confier le marché d'urbanisme - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe formée par l'Agence Nicolas Michelin & Associés et Nicolas Boudier architecte.

Le programme de la ZAC Port Marianne – République porte sur la réalisation d'environ 200 000 m² de surface de plancher, avec environ 1 800 logements (en mixité sociale), 30 000 m² de surfaces de plancher de bureaux, 10 000 m² de surfaces de plancher commerciales, des équipements publics de proximité, des espaces publics, un parc paysager couplé à la fonction de bassin de rétention hydraulique.

Délibération n°V2019-393

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'une concession d'aménagement signée entre les parties le 7 avril 2015, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2015.

Par délibération n° V2019-002 du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le Programme des Equipements Publics, ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – République, après avis favorable du Conseil métropolitain sur le projet de programme des équipements publics (délibération n° M2018-626 en date du 21 décembre 2018).

Par conséquent, la phase opérationnelle peut démarrer à travers le lancement de la consultation du premier îlot, l'îlot A, qui se situe au nord-ouest de la ZAC et à l'angle sud-est de la Place Pablo Picasso.

Dans ce contexte, la SA3M propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature du groupe KAUFMAN ET BROAD / PEGASE IMMOBILIER en vue de la cession du lot n°A1 de la ZAC Port Marianne – République permettant la réalisation du programme décrit ci-après.

- **Dénomination du candidat** : KAUFMAN ET BROAD
PEGASE IMMOBILIER
- **Localisation** : Lot A1
- **Parcelles cadastrées** : Section SB 260, SB 172a, SB 173a, SB 261a, SC 107a, SC 108a, SC 109a, SC 110a ;
- **Nature du projet** : Réalisation de logements collectifs en accession abordable et libre, commerces et bureaux ;
- **Surface du lot** : 5 521 m² ;
- **SDP envisagée** : 18 226 m² SDP ;
- **SDP maximale autorisée** : 18 500m² SDP maximale.

La SA3M précise que la candidature du groupe KAUFMAN ET BROAD / PEGASE IMMOBILIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature du groupe KAUFMAN ET BROAD / PEGASE IMMOBILIER en vue de la réalisation de logements collectifs, commerces et bureaux sur le lot A1 de la ZAC Port Marianne – République ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Délibération n°V2019-393

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

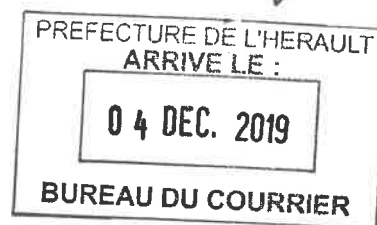
**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Quartier Centre - Vente des locaux situés 49 49 bis 51 cours Gambetta

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017, la Ville a décidé la mise en vente de locaux d'une surface utile d'un peu moins de 50 m², situés au 49, 49 bis et 51 cours Gambetta, cadastrés IZ 122 et IZ 123, appartenant à deux copropriétés distinctes, dans le cadre d'une procédure de mise en vente avec publicité.

Ces locaux sont libres de toute occupation et disposent d'une entrée individuelle en rez-de-chaussée sur le cours Gambetta.

Cette cession immobilière est conditionnée par l'affectation du local à une fonction d'activité qu'elle soit commerciale, artisanale, libérale, conforme aux règlements des deux copropriétés.

La mise en vente a fait l'objet d'un cahier des charges de sélection arrêté précédemment par le Conseil municipal reposant sur les critères suivants :

1. Qualité du projet notamment au regard de la destination du bien et de l'activité envisagée
2. Faisabilité du projet notamment au regard des règles d'urbanisme et de la qualité architecturale proposée en cas de travaux, et des garanties financières et bancaires apportées,
3. Prix de vente proposé sur la base du prix - plancher évalué par les Domaines

A l'issue de cette première mise en vente publique en janvier 2018, aucune candidature n'a été déposée. L'affichage sur place qui a suivi a permis le dépôt d'une offre d'achat des docteurs Kamel MJID et Najat

Délibération n°V2019-394

ZEROUATI, qui ont manifesté en août 2019 leur intérêt pour l'acquisition de ces locaux moyennant un prix de 60 000 € afin d'y créer un cabinet médical de soins infirmiers.

Leur offre correspondant aux critères du cahier des charges, la commission consultative des cessions de la Ville de Montpellier du 8 novembre 2019 a émis un avis favorable pour céder ce bien à Madame Najat ZEROUATI et à Monsieur Kamel MJID.

Il est proposé une cession au prix de 60 000€ nets vendeur conformément à l'avis des Domaines.

Un compromis de vente sera signé avec les acquéreurs, sous conditions suspensives d'accord sur le financement et d'octroi des autorisations d'urbanisme. L'acte de vente sera réitéré par les parties après la purge de ces conditions suspensives.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente à Madame Najat ZEROUATI et à Monsieur Kamel MJID du lot n°2 de la copropriété de l'immeuble dénommé « 51 cours Gambetta », situé 51 cours Gambetta, cadastré IZ n°122 et des lots n°5,6,7,8 de la copropriété de l'immeuble du « 49-49bis cours Gambetta », situés 49 et 49 bis cours Gambetta, cadastré IZ n°123, le tout au prix de 60 000 € HT nets vendeur ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur à ses frais ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL.

Quartier Centre Historique - Vente d'un immeuble 7, boulevard Pasteur - Parcelle cadastrée BZ 307

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 27 mars 2019, la Ville a décidé la mise en vente dans le cadre d'une procédure de mise en vente avec publicité, du lot n°1 de l'immeuble dénommé « immeuble 7, 9 et 11 boulevard Pasteur » situé 7 boulevard Pasteur, cadastré BZ307 d'une superficie de 201 m², au prix de 175 000 € HT.

La superficie utile de ce lot est de 131 m².

L'objectif de la vente de ce bien porte sur une opération de réhabilitation avec le maintien de la fonction résidentielle et la création potentielle d'une activité accessoire liée au commerce et à l'artisanat dans les conditions fixées au Plan Local d'Urbanisme.

Les critères de sélection inscrits dans le cahier des charges de cession, sont :

- la qualité architecturale du projet de réhabilitation envisagé,
- le prix de vente proposé,
- les garanties bancaires apportées.

Après publication dans la presse, les dossiers ont été retirés, visites effectuées et une proposition d'acquisition a été déposée.

Délibération n°V2019-395

Madame Gaelle NEKADI et Monsieur Marc BEZOUÏ ont déposé une proposition qui répond au cahier des charges de cession. Ils proposent deux options de réhabilitation du bien, avec surélévation ou non dont l'option sera traitée dans le cadre de l'instruction des nécessaires autorisations d'urbanisme.

Le programme prévoit la réalisation de deux ou trois appartements selon l'option et d'un rez-de-chaussée commercial. L'immeuble nécessite un investissement relativement lourd pour le remettre à niveau et les acquéreurs ont démontré dans le dossier leur capacité à financer ces travaux.

La commission consultative des cessions immobilières, réunie le 8 novembre 2019, a émis un avis favorable à cette proposition d'acquisition.

Un compromis de vente avec versement d'un dépôt de garantie d'un montant de 12 % du prix de la vente sera signé. L'acte de vente sera réitéré par les parties après l'obtention de l'autorisation d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente à Madame Gaelle NEKADI et à Monsieur Marc BEZOUÏ du lot de copropriété n°1 de l'immeuble dénommé « immeuble 7, 9 et 11 boulevard Pasteur » situé 7 boulevard Pasteur, cadastré BZ 307 au prix de 175 000 € HT nets vendeur, et à les autoriser à effectuer toutes études et sondages préalablement au dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur à ses frais ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Acquisition d'une partie de la propriété de M. Jean CRASSOUS 1154 avenue de Saint-Maur - Parcelle cadastrée CK 545 partie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Monsieur Jean Crassous est propriétaire de la parcelle cadastrée CK 545 située au 1154 avenue de Saint-Maur à Montpellier d'une superficie de 12341 m². Sa propriété est composée d'une villa comprenant des terres maraîchères et des serres. Monsieur Crassous a cessé son activité de maraîchage et souhaite céder une partie des terrains soit 6146 m² incluant deux serres.

Ce foncier est inscrit au Plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville en zone naturelle (N2), en emplacement réservé en vue de demeurer un espace vert en zone naturelle et/ou de loisirs. Cette acquisition constitue une opportunité pour la Ville, afin de permettre d'une part de pérenniser la qualité de ce site dans la prolongation du Parc Rimbaud, d'étendre potentiellement le jardin partagé du Parc, de se rendre propriétaire d'un accès complémentaire en bord de Lez.

Cette acquisition pourrait permettre d'envisager la réalisation d'un verger et d'une zone de potager sous serre ouverts aux habitants du quartier et plus largement aux Montpelliérains. Ce projet doit être étudié.

Il est proposé d'acquérir ce bien pour un montant total de 84.192 €, comprenant 11 € par m² de terrain auxquels s'ajoutent une indemnité pour les serres.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition d'une partie de la propriété non bâtie de Monsieur Jean CRASSOUS située 1154 avenue de Saint-Maur à Montpellier et cadastrée CK 545, d'une superficie de 6146 m², moyennant le prix de 84.192 € (quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-douze euros) nets vendeurs selon le détail indemnitaire précité ;
- de demander à Maître André BONNARY, notaire du vendeur à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Régularisation foncière - Acquisition du bien situé sur les parcelles cadastrées EO n° 424 et 425, 820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation en 1992 de l'opération immobilière « Le Chrystalis », résidence située 820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême, la Société Civile Immobilière « Le Byblos » s'est engagée à céder à la Ville de Montpellier un local indépendant sur deux niveaux.

Le local, d'une surface d'environ 240 m², implanté sur les parcelles cadastrées EO 424 et EO425, a été réceptionné le 30 octobre 1992 avec signature d'un procès-verbal de prise de possession par la Ville. La Ville assure depuis la gestion de ce bien et y a aménagé une salle de boxe.

Il s'est avéré que la régularisation foncière entre la SCI Byblos et la Ville, afin que ce local intègre le patrimoine communal, n'est jamais intervenue. En exécution des accords pris et au regard du procès-verbal de prise de possession, il est proposé, en accord avec la SCI Byblos propriétaire, de procéder à la régularisation de la situation foncière.

Le prix de l'acquisition est de 200 000 Euros nets (deux-cent mille euros nets), hors frais de notaire, conformément à l'estimation de France Domaines du 10 octobre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville du bien situé sur les parcelles cadastrées EO 424 et EO 425, d'une superficie d'environ 240 m², situé 820/852 avenue Villeneuve d'Angoulême, appartenant à la SCI Byblos, pour le prix de 200 000 euros nets (deux-cent mille euros nets) ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Quartier des Cévennes Reconstruction du groupe scolaire Julie Daubie-Madeleine Brès Acquisition d'un terrain à M. Yves DECOR 626 avenue Paul Rimbaud - Parcelle cadastrée MS 292p

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte

Situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique, le quartier des Cévennes est à la fois l'un des huit grands quartiers administratifs de la ville de Montpellier et l'un de ses douze quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV).

Deux secteurs de ce quartier sont à l'origine de l'identification comme quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville : Petit Bard Pergola, objet d'un premier Programme de Renouvellement Urbain et Cévennes, dont la copropriété du même nom. Cette copropriété constitue l'un des premiers fonciers urbanisés dans cette zone. Il s'agit d'un ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975 sur lequel des travaux de remises en état ou d'amélioration n'ont pas été anticipés. Elle est composée de 919 logements répartis dans 12 bâtiments sur un terrain de 10 hectares.

La copropriété des Cévennes a été retenue le 16 décembre 2015 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) au titre des opérations d'intérêt régional du Nouveau Programme National pour la Rénovation Urbaine (NPNRU).

Le programme d'études mis en œuvre durant le protocole de préfiguration du NPNRU signé le 16 décembre 2016, a permis de dresser des diagnostics concertés avec les habitants de l'ensemble de la copropriété et de préciser les enjeux urbains, économiques et sociaux.

L'étude urbaine a mis en avant le fonctionnement complexe de cet ensemble immobilier tant au sein même de la copropriété qu'aux interfaces avec les quartiers voisins.

De façon générale, les études de préfiguration ont révélé la nécessité d'une restructuration et d'une intervention plus ambitieuse pour changer efficacement et durablement l'image et la vie de ce territoire. Le périmètre du projet a par conséquent été élargi.

Le Programme de Renouvellement d'Intérêt Régional (PRIR) est, en conséquence de ces études, fondé sur les quatre orientations suivantes : favoriser un fonctionnement urbain ouvert sur les quartiers avoisinants et sur la ville, favoriser la mixité des habitants, des fonctions et de l'occupation des espaces extérieurs, enrayer le processus de dégradation de la copropriété et agir pour renouveler les équipements et les commerces obsolètes peu qualitatifs.

L'objectif est de reconnecter les équipements sur les espaces publics majeurs inter-quartiers afin de les valoriser et de créer une mixité d'usage.

Le groupe scolaire des Cévennes Julie Daubié - Madeleine Brès, accueillant principalement les enfants de la copropriété, est aujourd'hui enclavé et doit retrouver une position centrale dans le dispositif urbain. La réorganisation proposée est l'occasion d'élargir le périmètre de réflexion aux parcelles riveraines mutables, d'associer un équipement mixte d'accueil pour les associations du quartier pour offrir un véritable pôle éducatif.

De plus, ce groupe scolaire nécessite une intervention lourde en termes de requalification des bâtiments et doit faire l'objet d'un programme de dédoublement de certaines classes élémentaires, étant donné son insertion dans le périmètre d'un quartier prioritaire au titre de la politique de la Ville et conformément aux directives de l'Education nationale, engendrant par là-même un besoin de surfaces complémentaires.

Dans ce contexte, la Ville a pris l'attache d'un propriétaire riverain, Monsieur Yves DECOR, afin de lui proposer une acquisition partielle de sa propriété et permettre ainsi à la collectivité de restructurer le groupe scolaire.

A l'issue de ces discussions et conformément à l'avis des services fiscaux du 8 octobre 2019, il est proposé d'acquérir une emprise foncière d'environ 5773 m² issue de la parcelle cadastrée MS 292 d'une superficie totale de 18100 m², située 626 rue Paul Rimbaud, au prix de 1.414.385 euros.

M. Yves DECOR conserve l'autre partie de sa propriété, d'une superficie de 12 323 m², occupée par son habitation principale et des annexes, et demande en conséquence à la Ville l'établissement de conditions particulières énoncées ci-après, à inscrire dans l'acte authentique de vente :

- L'engagement de la Ville de réaliser un groupe scolaire sur le terrain cédé dans un délai de 10 ans à compter de la signature de l'acte authentique. A défaut d'un démarrage des travaux dans ce délai, ou en cas d'un changement d'affectation de la parcelle, une clause pénale sera inscrite dans l'acte de vente ;
- En cas de changement d'affectation du projet en opération de logement collectif, les règles du plan local d'urbanisme au jour de la signature de l'acte seront appliquées pour la hauteur des bâtiments ;
- Concernant les accès à la propriété conservée par M. Yves DECOR, un deuxième accès sera maintenu et positionné selon le plan de masse du groupe scolaire à définir ;
- Une servitude de tour d'échelle sera créée sur une bande de 4 mètres de large en vue de l'entretien du mur de soutènement restant la propriété de M. DECOR et le séparant de la future propriété de la Ville;
- Sur l'emprise cédée, les réseaux d'électricité et de télécommunication seront maintenus ou dévoyés, ainsi que la réservation du passage d'un éventuel réseau pour les eaux usées ;
- Un espace tampon paysager sera planté entre la propriété de M. Yves DECOR et la nouvelle

propriété de la Ville.

La Métropole, compétente au titre de l'opération globale de rénovation urbaine qui comprendra le programme de reconstruction du groupe scolaire au titre des équipements publics, envisage de signer prochainement un traité de concession. Il est proposé, le cas échéant, que la Ville puisse autoriser ledit concessionnaire à se substituer à elle en vue d'acquérir le bien. Cette faculté de substitution du concessionnaire ne modifiera en rien les conditions de la vente et les obligations afférentes.

Par ailleurs, compte tenu du fait que le planning des travaux du groupe scolaire n'est, à ce jour, pas définitivement établi, la Ville met à disposition de M. Yves DECOR, par convention, le terrain cédé à la Ville pour une durée allant du jour de la signature de l'acte notarié a maxima jusqu'au jour du début des travaux. Le loyer en est converti en l'obligation de supporter les charges d'entretien du terrain, notamment par le pâturage des brebis présentes à ce jour, et dont l'objet de la convention est de permettre le maintien.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition d'une emprise foncière d'une superficie d'environ 5773 m² issue de la parcelle cadastrée MS 292, propriété de Monsieur Yves DECOR située 626 rue Paul Rimbaud à Montpellier, au prix de 1.414.385 euros (un million quatre cent quatorze mille trois cent quatre-vingt-cinq euros) ;
- d'approuver les conditions particulières précitées ;
- -d'autoriser le cas échéant la substitution de la Ville de Montpellier pour cette acquisition par le concessionnaire désigné afin de réaliser l'opération de renouvellement urbain sur le quartier des Cévennes ;
- -d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition avec M. Yves DECOR pour l'occupation du terrain à acquérir sur une période allant du jour de la signature de l'acte notarié de vente jusqu'au jour du début des travaux, moyennant un loyer converti en l'obligation d'entretenir le terrain ;
- de demander à Maître CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier et de demander à Maître BONNARY, notaire à Montpellier, d'intervenir à l'acte en participation ;
- de dire que la dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et aménagement
foncier opérationnels**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

**ZAC Pierres Vives - Acquisition de la parcelle TV n° 201
à Montpellier Méditerranée Métropole - Rue Marius Petipa**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier connaît une forte pression démographique liée à l'attractivité de son territoire, ainsi qu'un renouvellement de sa population. Aussi, une adaptation de son réseau d'équipements publics est régulièrement nécessaire au regard de l'évolution des besoins de sa population, au premier rang desquels figurent ceux qui relèvent de sa politique éducative.

La construction du nouveau quartier Pierres Vives, dans un environnement en cours d'urbanisation, qui associe logements, dont une grande partie est désormais habitée, immobilier d'entreprises, équipements, services et commerces et les évolutions du quartier Mosson procurent dans ce contexte le besoin de construction d'un équipement scolaire complémentaire.

En effet, aux besoins nouveaux générés par les opérations immobilières sur Pierres Vives, le renouvellement des équipements scolaires construits à partir des années 60 sur le quartier de la Mosson est désormais inévitable. Cet enjeu est identifié comme étant majeur dans la définition du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de la Mosson.

L'observatoire démographique scolaire a identifié l'émergence d'un déficit de classes rendant nécessaire l'ouverture d'un nouveau groupe scolaire en 2023. Conçu pour accueillir a priori un effectif total de 420 élèves, soit 140 en maternelle et 280 en élémentaire, cet établissement sera composé de 15 classes et de locaux annexes affectés aux activités scolaires et périscolaires.

Un ensemble foncier comportant plusieurs parcelles, détenues par plusieurs propriétaires publics et privés, d'une superficie d'environ 5 359 m², sur les lots 8 et 9 de la ZAC Pierres Vives, a été identifié pour la

réalisation de l'équipement en vue de dégager une surface de plancher de l'ordre de 3 500 m².

Par délibération en date du 12 juin 2019, la Ville de Montpellier a approuvé les dossiers d'enquête préalable de déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire aux fins de maîtrise foncière pour permettre la livraison du nouveau groupe scolaire pour la rentrée 2023.

La Ville de Montpellier est en capacité d'acquérir à l'amiable la parcelle cadastrée TV 201, d'une superficie de 290 m², située rue Marius Petipa et incluse dans l'emprise foncière du futur groupe scolaire, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole.

France Domaines a émis un avis le 19 septembre 2019 valorisant la parcelle à un euro symbolique étant donné la nature de délaissé du bien vendu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville de la parcelle cadastrée TV 201 d'une superficie de 290 m², située rue Marius Petipa, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole pour un euro symbolique ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

ZAC Pierres Vives - Acquisition de 4 parcelles à Territoire 34 - Rue Marius Petipa

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier connaît une forte pression démographique liée à l'attractivité de son territoire, ainsi qu'un renouvellement de sa population. Aussi, une adaptation de son réseau d'équipements publics est régulièrement nécessaire au regard de l'évolution des besoins de sa population, au premier rang desquels figurent ceux qui relèvent de sa politique éducative.

La construction du nouveau quartier Pierres Vives, dans un environnement en cours d'urbanisation, qui associe logements, dont une grande partie est désormais habitée, immobilier d'entreprises, équipements, services et commerces et les évolutions du quartier Mosson tout proche, génèrent dans ce contexte le besoin de construction d'un équipement scolaire complémentaire.

En effet, aux besoins nouveaux générés par les opérations immobilières sur Pierres Vives, s'ajoute le renouvellement désormais inévitable des équipements scolaires construits à partir des années 60 sur le quartier de la Mosson. Cet enjeu est identifié comme étant majeur dans la définition du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de la Mosson.

L'observatoire démographique scolaire a identifié l'émergence d'un déficit de classes rendant nécessaire l'ouverture d'un nouveau groupe scolaire en 2023. Conçu pour accueillir a priori un effectif total de 420 élèves, soit 140 en maternelle et 280 en élémentaire, cet établissement sera composé de 15 classes et de locaux annexes affectés aux activités scolaires et périscolaires.

Délibération n°V2019-400

Un ensemble foncier comportant plusieurs parcelles, détenues par plusieurs propriétaires publics et privés, d'une superficie d'environ 5 359 m², sur les lots 8 et 9 de la ZAC Pierres Vives, a été identifié pour la réalisation de l'équipement en vue de dégager une surface de plancher de l'ordre de 3 500 m².

Par délibération en date du 12 juin 2019, la Ville de Montpellier a approuvé les dossiers d'enquête préalable de déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire aux fins de maîtrise foncière pour permettre la livraison du nouveau groupe scolaire pour la rentrée 2023.

La Ville de Montpellier souhaite dès à présent acquérir à l'amiable, en dehors des procédures mentionnées ci-dessus, les parcelles cadastrées TV n° 188, TV n° 7a, TV n° 7b et TV n° 197a, en cours de numérotation cadastrale, d'une superficie totale d'environ 1 188 m², situées rue Marius Petipa, incluses dans l'emprise foncière du futur groupe scolaire et appartenant à Territoire 34.

France Domaine a émis un avis, en date du 1er octobre 2019, portant sur l'évaluation du bien au prix de 170 Euros HT par m² de surface de plancher (cent soixante-dix Euros Hors Taxes).

La Ville de Montpellier prévoit la construction de 1 400 m² de surface de plancher sur le foncier à acquérir à Territoire 34. Le montant d'acquisition sera donc de 238 000 euros HT (deux cent trente-huit mille Euros HT).

La transaction est évaluée par les Domaines en considération de la construction d'un groupe scolaire et engendrera en outre l'obligation pour la Ville, préalablement au dépôt des autorisations d'urbanisme permettant la construction de l'équipement, de signer avec Territoire 34, aménageur de la ZAC Pierres Vives, des conventions d'association et de participation aux équipements publics. Le montant de la participation due par la Ville sur le foncier à acquérir par suite aux propriétaires privés sera de 220 € HT par m² de surface de plancher créée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville des parcelles cadastrées TV n° 188, TV n° 7a, TV n° 7b et TV n° 197a en cours de numérotation cadastrale, d'une superficie totale d'environ 1 188 m², situées rue Marius Petipa, appartenant à Territoire 34, pour la somme de 238 000 € HT (deux cent trente-huit mille euros hors taxes) hors frais d'actes ;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 902 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Rue Adam de Craponne - Déclaration d'abandon manifeste de la parcelle HW 665

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'immeuble situé au 1, rue Adam de Craponne, en état d'abandon, n'a cessé de se dégrader depuis plusieurs années suite à un incendie criminel qui a détruit l'intérieur du bâtiment et la toiture.

Le bien est cadastré HW 665. Il s'agit d'un immeuble d'environ 60 m² de plancher en R+2. Ce bâtiment est situé dans la zone protégée ZPPAUP secteur Gambetta Figuerolles et il est frappé d'un emplacement réservé, opération C46 du PLU, pour l'aménagement du croisement de la rue Adam de Craponne et rue de la Raffinerie.

Par délibération n° V2018-292 en date du 27 septembre 2018, Monsieur le Maire de Montpellier a engagé la procédure de déclaration d'abandon manifeste, prévue aux articles L.2243-1 à L.2243-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'encontre de l'immeuble bâti, sis au 1 rue Adam de Craponne et cadastré HW 665.

Un procès-verbal d'abandon manifeste provisoire a été dressé le 4 mars 2019, notifié aux propriétaires, Monsieur Jean-Jacques WALTER et Madame Nicole KALMES épouse WALTER, et ayant fait l'objet de la publicité prévue.

Les travaux nécessaires pour faire cesser l'état d'abandon ne sont pas intervenus dans les six mois de la notification et de la publication du procès-verbal provisoire.

Un procès-verbal définitif a été pris le 1^{er} octobre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à déclarer la parcelle cadastrée HW 665 en état d'abandon manifeste ;
- de décider que la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique sera poursuivie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole compétente pour réaliser l'opération d'aménagement d'une placette en lieu et place du bâti, qui sera démoli ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL.

Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Modification des tarifs 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 03 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile et autorisé la signature du contrat. Le contrat a été notifié le 15 décembre 2017.

La Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (E.G.S) l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de sept ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n°1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de délégation de service public à la société dédiée, ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (E.G.S Montpellier) conformément à l'article 41 du contrat. Cette société est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 833 916 802, son siège social est situé au 1945 avenue de Toulouse, 34070 Montpellier.

La convention de délégation précise dans son article 48 que les tarifs de fourrière sont fixés par délibération du conseil municipal en vertu des dispositions de l'article R325-29 du code de la route et de l'arrêté interministériel du 10 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs des frais de fourrière pour automobiles.

En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Délibération n°V2019-402

Par délibération du 6 février 2019, suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 28 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs des frais de fourrière pour automobiles, les tarifs fourrière ont été modifiés.

Suite à la publication d'un nouvel arrêté en date du 2 août 2019, il est donc proposé une revalorisation des tarifs réglementés concernant les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement : ancien tarif 119,20 Euros / nouveau tarif 120,18 Euros ;
- Frais de garde journalière : ancien tarif 6,31 Euros / nouveau tarif 6,36 Euros.

Ces nouveaux tarifs seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la revalorisation des frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières dans le cadre de la délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative, Vie associative et Maisons pour tous

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui précise notamment les conditions de l'occupation du domaine public des salles de ces équipements par des associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit en effet que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Délibération n°V2019-403

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2019/2020, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 61 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 16915 €

Les associations concernées sont :

MPT CAILLENS : Comité de quartier de Tournezy : 385€, A.p.a.j : 165€, Jasmin d'orient : 330€, Les petits débrouillards : 165€, Mosaïques : 220€, Studea : 165€, Encuentro Flamenco : 220€, Ouï-Dire : 495€, Montpellier Université Club Karaté : 385€, Kirt'art Production : 220€, Libertango : 220€, Taekwondo Montpelliérain : 275€

MPT CAMUS : les Oudlers Montpelliérains : 300 € , Comité France Parkinson 34 : 245€, Les louveteaux de l'impro : 165€, Association Tutélaire de Gestion : 165€, Racing Club Lemasson : 430€, Africatala: 110€, Association de Culture Physique Fondamentale (ACPF) Tiens bon la barre : 270€, La bourreio del Clapas : 300€, Aziyade : 110€, Cocotte-Minute : 110€, Pop-Corn : 165€, Le temps de vivre : 245€, Trajectoire(s) : 140€, Ma Vie : 245€

MPT CHAMSON : Centre de Recherches et d'Enseignement en Histoire de l'Art Moderne : 455€, Raiponce : 455€, Autre Théâtre : 220€, Association Tutélaire de Gestion : 110€, Enfance Famille adoption : 300€, APARSA : 165€, Comité de Quartier La Martelle : 110€, Club danse Ecosaise : 110€, Sporting Karaté Montpellier : 110€

MPT CHOPIN : Scic la cavale : 110€, AMAP des Beaux-arts : 55€

MPT COLUCCI : Erasmusic 245€

MPT CURIE : Odette louise : 355€, Metiss'art : 165€, Cie l'enjambée : 245€, Compagnie Marie Louise Bouillonne : 245€, l'Unité Educative d'Hébergement Collectif de Montpellier de la PJJ : 165€

MPT LAGRANGE : Je Pars à Zart : 300€, Jazz Pirateurs : 245€, Attitude : 430€, Les Loustics du Pic : 190€.

MPT PAUL EMILE VICTOR: 34K: 245€, Furen's nouba: 165€, Sunday blue singers: 245€, Les amis de la Sicile : 140€, Avec : 2055€

MPT RICOME : Sintonia : 110€

MPT SAND : Cité Famille : 245€

MPT VIAN : Body Sport la Rauze : 455€, Jasmin D'orient : 355€

Délibération n°V2019-403

MPT VOLTAIRE : Comité de Quartier Pasquier Don Bosco : 440€, GEM RABELAIS : 190€, Association Outremangeurs Anonymes : 300€, Rando Loisirs : 140€, CAC St François : 320€, Surdi 34 : 165€, Baobab : 320€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 39 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 11670€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon Marqueroise : 220€, Association des Villes Françaises : 110€, Association de Culture Physique Fondamentale (ACPF) Tiens bon la barre : 55€, Cléofa : 110€, Racing Club Lemasson : 220€, Ecole de Judo de Montpellier : 110€

MPT CHAMSON : Comité de Quartier La Martelle : 660€, AURAL : 55€

MPT COLUCCI : Mosaïque des Hommes et des Jardins : 55€, MMM TKD : 1110€

MPT CURIE : Comité de quartier : 715€, Club de pétanque de Celleneuve : 110€, Odette louise : 165€, Le temps d'un mouvement : 55€, Le Club de football AS Celleneuve : 220€, Repair Café : 220€, Metiss'art : 110€

MPT LAGRANGE : Lève-toi et danse : 220€, Dystingue-moi : 55€, La Bourreio del Clapas : 55€, Je Pars à Zart : 220€, Attitude : 1320€, Eurogrèce : 110€, Compagnie Poussière : 110€, Jazz à tous les étages : 220€, Fédération Léo Lagrange : 165€, Passe-Muraille : 220€, Les petits débrouillards : 110€, Francas de l'Hérault : 110€, Art Mixte : 440€, Asmoune : 550€, Tin Hinan : 220€

MPT MERCOURI : Euro Grèce : 440€, Clas Inserm : 220€, Club pyramide 34 : 220€, Collectif mobilité : 55€, Anim'frimousses : 110€

MPT VIAN : Obby : 110€

MPT VOLTAIRE : Jumeaux et plus : 990€, Cas St François : 1100€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 19 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Délibération n°V2019-403

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Jean-Marc DI RUGGIERO, Mme Isabelle MARSALA, M. Sauveur TORTORICI.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau ponctuel
- tableau annuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL.

Don de matériels scolaires à la Ville de Béziers dans le cadre de l'incendie de l'école des Tamaris dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A la suite de l'incendie dont a été victime l'école Les Tamaris dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 2019, il est apparu indispensable que la Ville de Montpellier accompagne la Ville de Béziers dans cette épreuve.

La reprise de la vie scolaire est un facteur important pour surmonter un tel sinistre, particulièrement pour les enfants et les familles concernées par cet incendie.

Le retour des enfants à l'école, maillon essentiel de l'apprentissage à la citoyenneté, participe aussi aux dialogues sur cet épisode traumatisant pour mieux le surmonter.

Afin de les accueillir dans des conditions optimales et après inventaire, la Ville de Montpellier a pu mobiliser le mobilier suivant :

Mobilier de taille élémentaire :

- 9 tables avec sièges attachés CP
- 2 bureaux pour les enseignants avec chaises
- 3 armoires
- 10 rayonnages

Mobilier de taille maternelle :

- 60 tables diverses tailles
- 90 chaises diverses tailles
- 3 bureaux pour les enseignants avec chaises
- 16 tables rondes diverses tailles
- 1 chevalet de peinture
- 3 petits meubles de jeux
- 1 petit meuble de rangement

Il est donc proposé d'approuver le don de ces éléments à la commune de Béziers, sous la forme de l'attribution d'une subvention en nature d'un montant valorisable de 12 550€.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer ce don de mobiliers scolaires à la Ville de Béziers, sous la forme de l'attribution d'une subvention en nature d'un montant valorisable de 12 550€, qui sera donc portée à ce titre au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

**Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020
en faveur d'associations - Autorisation de signer les conventions d'occupation
Approbation de subventions en nature**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation comme suit :

Associations	Adresse du siège	école mise à disposition	Montant de la subvention en nature
Du vent dans les voix	360, rue des Acconiers - 34070 Montpellier	Jeanne d'Arc	425,00 €
Balthazar, Centre des Arts du Cirque	16, rue Toiras - 34000 Montpellier	Frédéric Bazille	299,50 €
TOTAL			724,50 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville pour un total de 724,50 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention occupation locaux scolaires associations

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Club des Territoires Un Plus Bio - Adhésion

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association « Un Plus Bio » a créé le « Club des Territoires Un Plus Bio », un réseau national de collectivités et d'élus locaux engagés dans le changement de l'alimentation en restauration collective.

Les objectifs menés par « Un plus Bio » sont en adéquation avec les différentes actions mises en place par la Ville de Montpellier dans le cadre d'une politique alimentaire durable.

Comme pour l'engagement au sein du réseau international du Pacte de Milan, une adhésion au « Club des Territoires Un Plus Bio » permettrait d'intégrer un collectif d'échanges et d'enrichissements mutuels sur les problématiques communes et spécifiques aux territoires, de participer au partage d'expériences locales innovantes ainsi qu'aux réflexions engagées sur le développement de la restauration collective écoresponsable.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'adhérer au « Club des Territoires Un Plus Bio » pour un montant de cotisation annuel de 3 700 € ;
- de prélever cette dépense sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Bourse Initiatives Jeunes 2019 - Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il est proposé d'attribuer, pour un montant total de **4 906 €**, les subventions selon les projets décrits ci-dessous et de les financer de la manière suivante:

Jordi REZKALLAH, 29 ans, étudiant

Production culturelle

Titre du projet : El Chi Chi Mucho - autoédition d'un jeu de société

Montant du projet : 30 000 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 500 €

Théo BRANDANO, 17 ans, lycéen

Production culturelle

Enregistrement d'un EP, 5 titres en version numérique pour les plateformes en lignes (YouTube, etc.)

Montant du projet : 490 €

Montant demandé : 245 €

Montant proposé : 245 €

Héloïse BUONOMO, 19 ans, salariée centre de loisirs

Production culturelle

Titre du projet : DIMENSION, enregistrement d'un EP 6 titres, diffusion en ligne

Montant du projet : 5 291 €

Montant demandé : 3 394 €

Montant proposé : 1 394 €

Anass MAHHA, 24 ans, demandeur d'emploi

Production culturelle

Artiste graffeur et collagiste

Montant du projet : 1 606,89 €

Montant demandé : 807 €

Montant proposé : 807 €

Hugo RIGNY, 22 ans, salarié

Production culturelle

Titre du projet : Poétique de l'enfance, création de danse contemporaine

Montant du projet : 3 060 €

Montant demandé : 1 000 €

Montant proposé : 760 €

Maxime CAMUS, 20 ans, salarié

Production culturelle

Titre du projet : KALI YUGA, enregistrement d'un album RAP de 9 titres

Montant du projet : 6 016 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 1 200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, les subventions d'un montant total de **4 906 €** pour les projets détaillés ci-dessus ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2019 - 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire, et ce par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 90 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 4 487 981,10 €.

Délibération n°V2019-408

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2018 fixant les tarifs pour 2019 applicables au domaine public occupé.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 4 487 981,10 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions afférentes.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau Valorisation créneaux Couverts Saison 2019 2020
- Tableau Valorisation créneaux Plein Air Saison 2019 2020
- Convention type attribution créneaux annuels.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service - Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique et de randonnée pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes de prévention-santé, de prévention des chutes, d'entretien corporel, et assurent le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 62 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique et de randonnée, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 69 400 € (salaires, mises à disposition de

salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2019-2020 ;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit les moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique et de randonnée eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 69 400 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville-CCAS 2019 2020 Gymm Randonnée

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Service civique - Convention de mise à disposition de volontaire Modèle - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole partagent des valeurs communes et poursuivent des objectifs partagés en terme d'insertion du public jeune.

La Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'un agrément de service civique délivré par l'Agence de Service Civique à l'Union Nationale des Missions Locales pour le compte des Missions Locales.

Le service civique est un dispositif national créé par la loi du 10 mars 2010. Il a pour objectif de renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale en offrant à des jeunes de 16 à 25 ans l'opportunité de s'engager au service des autres et de la collectivité.

Il s'agit d'un engagement volontaire d'une durée de 6 à 12 mois pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'intervention reconnus prioritaires pour la Nation :

- Culture et loisirs,
- Développement international et action humanitaire,
- Éducation pour tous,
- Environnement,
- Intervention d'urgence,
- Mémoire et citoyenneté,
- Santé,
- Solidarité,
- Sport.

L'engagement de Service Civique ouvre droit à une indemnité financée par l'État. Cette indemnité est directement versée au volontaire par l'Agence de Services et de paiement (ASP), qui gère l'indemnisation des volontaires pour le compte de l'Agence du Service Civique.

La Ville de Montpellier, en tant que structure d'accueil, versera en complément une indemnité d'un montant mensuel de 107,58 €, conformément aux articles L. 120-19 et R. 121-25 du Code du service national. Ce montant pourra être réévalué selon les dispositions légales et réglementaires. Les éventuels frais de mission et frais divers engagés par le volontaire dans le cadre de sa mission ou de déplacement pour se rendre aux formations obligatoires seront pris en charge selon la réglementation applicable aux frais professionnels et aux avantages en nature.

Pour permettre l'accueil des volontaires en service civique, une convention de mise à disposition doit être conclue avec l'organisme agréé et le volontaire. Dans ce cadre, il est proposé l'adoption d'un modèle type de convention de mise à disposition, approuvée par l'Union Nationale des Missions Locales, qui est tripartite entre la Ville, structure d'accueil, la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole et la personne volontaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention type de mise à disposition d'un volontaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- service_civique_convention_de_mise_a_dispositionMLJ3M

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Akte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Convention de partenariat CREPS de Montpellier-Ville de Montpellier - Conditions d'intervention stagiaires en formation BPJEPS APT - Renouvellement

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours affirmé un engagement fort envers la valorisation et la promotion de la formation dans le cadre des activités sportives.

Le Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportives (CREPS) de Montpellier organise des formations au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) Activités Pour Tous, dans le cadre d'un cursus théorique et de mise en situation.

A ce titre, et afin de développer les compétences professionnelles des stagiaires, la Ville de Montpellier est sollicitée dans le cadre d'un partenariat avec le CREPS. Les stagiaires sont mis en situation pédagogique d'enseignement pendant les séances conduites par les enseignants en concertation avec les éducateurs de la Ville, dans les maisons pour tous et le site Astruc, sur la période du 1^{er} Septembre 2019 au 31 Décembre 2020, dans les temps suivants :

- Accueil de la promotion d'apprentissage du 03/10/2019 au 05/02/2020 sur les sites de pratique sportive ;
- Accueil de la promotion BPJEPS APT à compter du 10/02/2020.

Les engagements réciproques du CREPS et de la Ville de Montpellier sont détaillés dans une convention annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention des stagiaires en formation BPJEPS APT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Patrick RIVAS, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conv tripartite IA CREPS Ville Mtp 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Sports" Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Montant
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement	3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement ;

Délibération n°V2019-412

- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 3 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Cadre de vie

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville Réalisation de travaux d'aménagement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la collecte des déchets du centre-ville par la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN), titulaire du marché de collecte sur le territoire de Montpellier pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, un compacteur à déchets a été installé dès l'automne 2014 à l'entrée du parking des élus de l'ancien hôtel de ville. Cet équipement permet de réduire les délais de vidage des mini-véhicules de collecte et ainsi d'accroître la rapidité et le volume des prestations en début de soirée.

Début 2016, la mutualisation des prestations de collecte et de nettoyage sur le centre-ville a justifié d'implanter un 2^{ème} compacteur à déchets dans le prolongement du 1^{er}.

Malgré un vidage intermédiaire en milieu de journée et une désinfection des compacteurs, un nettoyage et un lavage deux fois par jour (trois en été) des terrains d'assiette, et les consignes répétées données aux équipages de collecte de maintenir propres les abords des compacteurs au vidage et de laisser fermer les capots des trémies entre 2 vidages, ces équipements génèrent des nuisances qui conduisent à envisager leur déplacement.

Un premier déplacement sur le parking P4 à la sortie de l'ancien hôtel de ville a été initialement envisagé. Cependant, des tests ont été réalisés et l'implantation des compacteurs nécessiterait d'entamer le talus ferroviaire.

Le parking jouxtant la Maison de la Poésie, dont l'entrée se situe avenue du Pirée, sert principalement, pour sa partie libre d'accès de lieu de stationnement aux cars de tourisme après qu'ils ont déposé leurs passagers dans le centre-ville. Ce parking, dont le foncier appartient à la Ville, est vaste et les 2 compacteurs à déchets

n'y prendraient que deux places de stationnement pour car.

Il est proposé d'aménager au fond de ce parking une nouvelle aire de stationnement pour ces deux compacteurs, comprenant principalement :

- La réalisation d'une dalle béton ;
- Les branchements aux réseaux sec (électricité) et humide (eaux usées) ;
- La pose d'une clôture périphérique en bardage bois pour occulter ces équipements mobiles.

L'ensemble de ces travaux d'aménagement sera réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole pour un coût estimé à 40 000 € TTC, crédits inscrits à son budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'aménagement de la nouvelle aire de stationnement des compacteurs à déchets du centre-ville ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires pour réaliser ces travaux sur une propriété de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan de situation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Cadre de vie

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

**Aménagement du local à ordures ménagères situé à l'arrière de la MPT Louis
Feuillade - Réalisation de travaux d'aménagement**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Sur le parking de la maison Pour Tous Louis Feuillade, une aire a été aménagée afin de stocker les bacs à déchets nécessaires au dépôt des ordures ménagères de quelques résidences collectives proches dépourvues de locaux poubelles. Des murs de séparation ont été érigés pour délimiter cette aire.

A l'usage, cette aire s'avère beaucoup trop grande. Elle est devenue le lieu de dépôts sauvages quasi permanents entravant l'accès aux bacs par les agents de collecte, ainsi que de pratiques illicites incompatibles avec la destination des lieux.

Afin de redonner à cette aire sa destination initiale, il est proposé de la réduire en l'adaptant au strict besoin des bacs et de leur circulation.

- En réalisant un mur de séparation permettant de restituer une surface libre au parking ;
- En réhaussant par une clôture l'un des murs de séparation déjà réalisé (afin d'éviter que ne soient jetés par commodité des sacs poubelles par-dessus le mur).

L'ensemble de ces travaux d'aménagement sera réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole pour un cout estimé à 5 000 € TTC, crédits inscrits à son budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'aménagement de l'aire de stockage des bacs jouxtant la maison pour tous Louis Feuillade ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires pour réaliser ces travaux sur une propriété de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick VIGNAL

Dénomination des voies et des espaces publics

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

QUARTIER PORT MARIANNE

CONSULS DE MER

La place du Rabbin Schilli, située au carrefour du Chemin de Moularès et de l'avenue du professeur Etienne Antonelli, est en cours de finalisation. Elle est traversée par une allée centrale, nous proposons de la dénommer :

**Allée Elyett Hermann
(1944-2018)
Elue et militante montpelliéraine**

Femme politique gaulliste et féministe Montpelliéraine (1944 – 2018)

Après une carrière dans le privé, Elyett Hermann est nommée Déléguée aux Droits des Femmes.

Rentre au Cabinet de Georges Frêche puis est nommée Directrice des Affaires Culturelles de la ville de Montpellier jusqu'à sa retraite en 2009.

En 2010 elle est élue conseillère régionale.

Elyett Hermann était connue pour ses engagements en faveur des droits des femmes et pour la lutte contre toutes formes de discriminations.

RIVE GAUCHE

La ZAC Rive Gauche est localisée entre le Lez et l'avenue de la Mer, elle s'inscrit dans la continuité des ZAC de Port Marianne et s'intègre dans le plan de composition de l'avenue Raymond DUGRAND établi par « Architecture Studio ».

Monsieur Pierre TOURRE, architecte en chef de cet éco-quartier, a intégré dans son projet l'aménagement des berges du Lez. Si le projet initial prévoyait une plage, la concertation avec les riverains a permis d'aboutir à la création d'un espace comprenant un amphithéâtre, un embarcadère et des gradins aménagés face au Lez.

Nous proposons de dénommer ce site en lieu et place de celui précédemment choisi pour rendre hommage à Michel Soulas au cœur du projet Clemenceau (DCM n°2016-486 du 15 décembre 2016):

**Espace Michel Soulas
(1940 -2016)
Homme Politique montpelliérain**

Né à Montpellier le 15 février 1940, Michel Soulas était un militant socialiste. Fidèle de Georges Frêche, il a été conseiller municipal délégué aux sports de 1989 à 2001. Michel Soulas était un passionné de littérature et d'histoire et un fin connaisseur de la dernière guerre mondiale. Socialiste dans l'âme, toute sa vie, il a lutté sans relâche contre toutes les formes de racisme et de discriminations. Son histoire personnelle a croisé le chemin de Serge Klarsfeld et il fut présent aux côtés de Philippe Saurel lorsque, jeune conseiller général, il recevait aux archives départementales de l'Hérault l'avocat, alors membre de la mission Mattéoli sur la spoliation des biens juifs.

~

En complément, un bassin paysager est aménagé, il est bordé par une allée, nous proposons de la dénommer :

**Allée Alice Ferrières
(1909-1988)
Juste parmi les Nations**

Alice Ferrières, née le 27 septembre 1909 à Paris et morte en 1988, est la première Française à recevoir, en 1964, la médaille des Justes parmi les nations. Résistante aux côtés de son beau-frère Jean Cavaillès pendant l'Occupation, elle a aidé des réfugiés et des enfants « Juifs ».

QUARTIER CEVENNES

Alco

A la demande des habitants et afin d'en faciliter sa localisation, il est proposé de dénommer une impasse débouchant sur la rue de l'Oasis :

**Impasse Marcelle Campana
(1913-2010)
Résistante et diplomate française**

Résistante et diplomate française (Paris 1913 – Ebalunga 2010)

Fille d'un diplomate français. Archiviste durant la 2^{ème} guerre mondiale elle prend part aux forces françaises combattantes en réalisant des actes de résistance notables.

Elle fût la première femme à obtenir un poste d'ambassadrice au Panama en 1972.

Les Cévennes

La Ville de Montpellier a racheté à l'Etat l'ancienne caserne de gendarmerie avenue de Lodève. Sur ce site de 3ha un nouveau quartier est cours de réalisation. Située entre l'avenue de Lodève, l'avenue Masséna et la rue de la Taillade, la ZAC Beausoleil sera un quartier accueillant et vivant, où l'on travaille et où l'on réside, grâce à un programme mixte de logements, bureaux et commerces. Des voies et espaces publics sont créés et doivent être dénommés.

Un parvis bordé de commerces et services de proximité en pied d'immeubles sera aménagé au droit de l'avenue de Lodève. Nous proposons de le dénommer :

**Square Arnaud Beltrame
(1973-2018)
Commandeur de la Légion d'honneur**

Héros de la Nation (1973 – 2018) Commandeur de la Légion d'honneur.

Lieutenant-colonel de gendarmerie qui a offert sa vie en échange d'une jeune femme prise en otage par un terroriste islamiste en mars 2018 à Trèbes. Par son acte de bravoure et de courage, il a été élevé au rang de héros national.

~

Une rue est créée depuis l'avenue Masséna et permet d'atteindre le cœur du projet, nous proposons de la dénommer :

**Rue Emile Matan
(1896-1973)
Résistant**

Résistant et élu montpelliérain (1896 – 1973)

Emile MATAN a fait sa carrière en qualité de cadre dans la biscuiterie FLOR à Montpellier.

Il entre dans la résistance dès 1940. Dénoncé, il est incarcéré à Montpellier en 1942 puis déporté à DACHAU de 1944 à 1945.

A son retour dirigea des associations de résistants et déportés.

Membre du Conseil des Prud'hommes, il a été membre du Conseil Municipal de Montpellier sous Paul BOULET.

Il sera élevé au grade de Chevalier de la légion d'honneur en 1946 puis d'Officier de la Légion d'Honneur en 1962.

~

Au bout de la précédente et perpendiculairement à celle-ci une voie est créée débouchant elle aussi sur l'avenue de Masséna, nous proposons de la dénommer :

**Rue Suzanne Orts
(1927-2015)
Résistante**

Résistante (Sète 1927 – 2015 St Clément de Rivière)

Issue d'une famille de résistants, Suzanne est arrêtée par la Gestapo à Perpignan au cours d'une de ses

Délibération n°V2019-415

missions. Elle est déportée à Ravensbruck en 1944, puis à Buchenwald, libérée en 1945.

Elle a consacré le reste de sa vie au devoir de mémoire. Elle est l'une des fondatrices du Musée Régional de la Résistance et de la Déportation.

Elle est élevée au grade de commandeur de la légion d'honneur en 2006, puis de Grand Officier de la Légion d'Honneur en 2012

~

Une allée reliant l'avenue de Lodève aux deux précédentes est créée, nous proposons de la dénommer :

**Allée François Arjona
(1924-2003)
Résistant**

Résistant (Clermont l'Hlt 1924 – Montpellier 2003).

Engagé dans la Résistance dans le maquis de Bir Hakeim comme agent de liaison. Dénoncé, il est déporté à Buchenwald en 1944 puis au Commando de Neustassfurt. Libéré le 8 mai 1945.

A son retour, a fait toute sa carrière à MIDI LIBRE, comme responsable du service des rotatives.

QUARTIER PRES D'ARENES

Dans le cadre de l'évolution du quartier de la Restanque, projet de renouvellement urbain qui recouvre une superficie totale de 126 hectares. La création de logements, mais aussi le maintien des socles actifs d'activités économiques, ont pour objectif d'en faire un grand quartier mixte. Des équipements publics sont prévus, et en particulier, un nouveau Groupe scolaire en cours d'étude dont l'ouverture est prévue en septembre 2021. Ce projet s'accompagne de la création d'une nouvelle trame viaire anticipée par la mise en place d'emplacements réservés au Plan Local d'Urbanisme.

A l'occasion de la réalisation d'un des programmes immobiliers, sur l'emplacement réservé C124 qui relie l'avenue des Prés d'Arènes au boulevard Jacques Fabre de Morlhon, une rue est créée. Nous proposons de la dénommer :

**Rue Assia Djebbar
(1936-2015)
Femme de lettres algérienne**

Ecrivaine et historienne (Cherchell 1936 – Paris 2015). Fille d'instituteur algérien. Après son bac, elle est la première femme musulmane et algérienne à rejoindre l'Ecole Normale Supérieure de Sèvres en 1953. Enseigne l'histoire et la philosophie à l'Université d'Alger entre 1962 et 1965 puis la littérature et le cinéma de 1974 à 1980 avant de revenir en France. Elle est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages traduits en 23 langues et réalisatrice de trois films. Elle a été élue à l'Académie Française en 2005.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à ces affaires.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Délibération n°V2019-415

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Patrick VIGNAL

Contrat de ville - Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La circulaire du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) prévoit la rénovation des contrats de ville (prolongés jusqu'en 2022) sous la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR) qui sera ajouté au contrat, dans la logique du Pacte de Dijon. Cette rénovation des contrats traduit, au niveau local, la mobilisation de l'Etat, de la Métropole, de la Ville et de celle de chacun des partenaires.

Ce protocole d'engagements renforcés et réciproques est conçu comme un levier pour relancer le contrat de ville et s'inscrit donc dans sa continuité. L'objectif consiste à ajuster la stratégie initiale de 2015 pour mieux répondre à l'évolution des besoins des habitants, et identifier pour chaque partenaire les modalités de leurs interventions renforcées respectives au titre de leur politique de droit commun, ainsi que leur inscription et participation au service de ces objectifs.-

Dans un délai très contraint imposé par la circulaire, l'ensemble des parties prenantes ont été associées à la démarche : institutions, conseils citoyens, associations et entreprises. La délibération présentée au Conseil municipal du 18 juillet dernier a décliné la méthode qui a été engagée, méthode basée comme pour l'élaboration initiale du contrat de ville, sur l'échange et le partenariat. Les grands projets tels que le NPNRU, la Cité Educative, relevant des champs affichés dans le pacte de Dijon, mais aussi les engagements réciproques de l'Etat et des collectivités signataires, ont été repérés, discutés et figurent dans le protocole. Les priorités gouvernementales au travers des 5 programmes de la mobilisation nationale pour les habitants

Délibération n°V2019-416

des quartiers : Sécurité, Education, Emploi, Logement, Lien social, ainsi que les recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole ont été intégrées. Des ajouts pourront y être apportés dans le cadre d'un avenant ultérieur.

Outre le contenu même du protocole qui rappelle les préconisations de l'évaluation du contrat de ville, la déclinaison sous forme de schémas des objectifs opérationnels, les engagements de chacun des financeurs, la mise à jour des modalités de pilotage et d'animation, celui-ci comprend également :

- le tableau compilant les engagements des partenaires sur leurs projets spécifiques aux quartiers politique de la ville ;
- le tableau d'évolution des fiches opérationnelles et les 69 fiches détaillées qui constituent l'ossature du contrat de ville jusqu'en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le Protocole d'engagements réciproques et renforcés 2019 – 2022 constituant l'avenant n° 2 du contrat de ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Charte de l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) Adhésion -Signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La situation des personnes à la rue, parmi lesquelles des personnes migrantes cherchant un refuge dans les villes de France, ne cesse de se dégrader. Au cœur de notre ville, nous comptons chaque jour des femmes, des hommes et des enfants en attente d'une solution. Exposées à toutes les difficultés qu'implique la vie dans la rue, ces personnes sont dans une situation d'extrême vulnérabilité.

La Ville de Montpellier intervient de manière volontariste pour permettre le respect de leur droits fondamentaux en attribuant près de 265 000 € de subventions aux associations caritatives, dont 190 000 € dédiés à la lutte contre la précarité alimentaire. Des locaux municipaux et les excédents de la restauration scolaire sont également mis à disposition des distributions alimentaires à hauteur de 194 000 €.

Un chef de projet est identifié au sein des services de la Ville pour connaître et conseiller les associations dans leurs projets et demandes auprès de la collectivité. Il permet une coordination et une interface avec les services du domaine public sur les lieux des distributions alimentaires et tout au long de la semaine dans le centre-ville, lieu principal de distribution aux Sans Domicile Fixe. Ce dernier met à jour et diffuse le livret Montpellier Solidarité dans les établissements de la ville et auprès des associations.

Ville historique de tolérance et d'accueil, Montpellier souhaite renforcer son engagement dans cette démarche de mise en commun d'échanges de bonnes pratiques entre élus œuvrant au quotidien pour des politiques d'accueil plus justes et ce en adhérant à l'Association Nationale des Villes et Territoires

Délibération n°V2019-417

Accueillants (ANVITA) qui regroupe diverses collectivités autour de valeurs humanistes et de recherche de solutions humanistes et adaptées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) pour un montant de 1 700 euros ;
- d'autoriser l'imputation de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'approuver la signature de la charte de l'association ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette charte et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CHARTE_ANVITA.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

**Convention de gestion avec le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de
Montpellier relative aux opérations "Aménagement d'un tiers lieu numérique rue
Draparnaud" et "Requalification du hall d'entrée de l'EHPAD Mathilde
Lartigue" (dotation Politique de la Ville)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.123-5 du Code de l'action sociale et des familles, le Centre communal d'action sociale (CCAS) est chargé d'animer une action générale de prévention et de développement social sur le territoire communal, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées et en collaboration avec d'autres services de la collectivité. Il a un statut d'établissement public local.

Dans ce cadre, outre les missions spécifiques confiées par les textes en matière d'aide sociale légale, le CCAS de Montpellier est chargé par la Ville de diverses missions d'action sociale inscrites dans son projet de cohésion sociale contribuant ainsi à la mise en œuvre des politiques publiques municipales, notamment à destination des populations fragilisées.

Ainsi, la lutte contre les exclusions, l'insertion et l'accompagnement des publics en difficulté, ainsi que la prévention et l'accompagnement du vieillissement représentent les deux principales missions du CCAS.

La Ville de Montpellier, par convention avec l'Etat et la Métropole en date du 16 août 2018, est bénéficiaire de subventions DPV (dotation politique de la ville). Cette convention comporte deux opérations portées par le CCAS :

- L'aménagement d'un tiers lieu numérique rue de Draparnaud. Situé dans le quartier Figuerolles il a vocation à devenir un véritable espace collaboratif en proposant une multitude de services visant une inclusion globale (sociale, professionnelle, budgétaire et numérique).
- La requalification de l'entrée du hall de l'EHPAD Mathilde Lartigue : amélioration des conditions d'accueil aussi bien des résidents que des nombreuses personnes du quartier des Hauts de Massane venant dans cet établissement (intergénérationnalité)

Le CCAS de la Ville de Montpellier assure la charge des dépenses, telles que figurant dans les budgets prévisionnels ci-dessus.

Aménagement du tiers lieu rue Draparnaud

COUT OPERATION HT	MONTANT DPV	TAUX DPV
1 800 000 €	738 000 €	41%

Requalification de l'entrée du hall de l'EHPAD Mathilde Lartigue

COUT OPERATION HT	MONTANT DPV	TAUX DPV
50 000 €	25 000 €	50%

En contrepartie, la Ville de Montpellier s'engage à verser au CCAS la totalité des subventions perçues au titre de ces deux opérations dont la maîtrise d'ouvrage incombe au CCAS, selon les modalités prévues à la convention de gestion jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de gestion entre le CCAS et la Ville de Montpellier relative aux deux opérations « Aménagement d'un tiers lieu numérique rue Draparnaud » et « Requalification de l'entrée du hall de l'EHPAD Mathilde Lartigue » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Conventions de partenariat ' Politique de la Ville et Solidarité ' Ville de Montpellier - Enedis Direction Hérault - associations Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon et Octopus expression - Exercice 2019 - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ont signé en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité.

Le Conseil de Métropole du 25 janvier 2018 a, au titre de ses compétences transférées, approuvé l'avenant n° 4 de cette convention qui prévoit dans son article 4 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'Enedis Direction Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement économique et à l'accès à l'emploi.

Dans le cadre de cette convention, de son avenant et du Contrat de Ville 2015-2020, la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville ainsi qu'un projet permettant de lutter contre la précarité énergétique et favorisant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Ces actions se déclinent comme suit :

- **La mise en œuvre d'un chantier citoyen ayant pour objectif la lutte contre la précarité énergétique :**

De nombreux ménages issus des quartiers Politique de la Ville n'ont pas suffisamment accès à l'information et ne sont pas sensibilisés à la maîtrise des énergies et aux « éco-gestes ». Afin d'augmenter le recours aux

Délibération n°V2019-419

techniques et pratiques améliorant la maîtrise de l'énergie, six services civiques seront engagés et encadrés par l'association des Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon avec pour missions principales de :

- créer des moyens de communication (événements, flyers...) ;
- sensibiliser les habitants ;
- orienter les habitants vers les dispositifs adéquats existants ;
- favoriser les échanges et partages d'expériences à travers des événements conviviaux rassemblant les jeunes engagés en service civique, les professionnels du domaine et les habitants du Quartier Politique de la Ville concerné.

Ce dispositif représente une étape positive dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes suivis par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), intéressés par les métiers de l'énergie.

L'association Les Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon (ANCB Ets LR), ayant une expertise sur la professionnalisation des jeunes et sur l'habitat souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault. Par ailleurs, l'association Octopus Expression ayant des compétences sur l'accompagnement socioprofessionnel des jeunes et les techniques d'expression orale souhaite développer ce projet avec la Ville et Enedis Direction Hérault.

La présente délibération a pour objectif d'approuver pour le projet sus-exposé les attributions suivantes :

- 25 000 € pour l'association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon soit 5000 € attribués par la Ville de Montpellier et 20 000 € attribués par Enedis Direction Hérault ;
- 6 000 € pour l'association Octopus Expression soit 3 000 € attribués par la Ville de Montpellier et 3 000 € attribués par Enedis Direction Hérault.

- **La mise en place de l'Espace Ressource Habitat :**

La Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault partage ce même objectif de diffuser l'information liée à la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie.

Dans le cadre de l'appel à projets du contrat de ville, l'association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon propose une action intitulée « Espace Ressource Habitat » sur le quartier de la Mosson. Lieu pédagogique ouvert aux habitants du quartier, ce logement regroupe :

- un espace de mise en situation sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité ;
- des ateliers pédagogiques portant sur un sujet spécifique en lien avec l'habitat ;
- un outil-thèque mettant à disposition des habitants des outils en prêt, après formation, leur permettant de réaliser des travaux dans leurs logements ;
- un espace informatique avec une connexion Internet afin d'accompagner les habitants à la création de leur espace numérique Linky et à maîtriser leur consommation d'électricité.

La présente délibération a pour objectif d'approuver pour le projet sus-exposé, l'attribution de 9 500 € pour l'association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon soit 4 500 € attribués par la Ville de Montpellier et 5 000 euros attribués par Enedis Direction Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier et Enedis Direction Hérault ;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et l'ANCB Ets LR pour la mise en œuvre d'un chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique et de l'Espace Ressource Habitat ;
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération entre la Ville de Montpellier, Enedis Direction Hérault et Octopus expression pour la mise en œuvre d'un chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique ;
- d'approuver l'attribution de la somme de 12 500 € par la Ville de Montpellier selon les modalités sus-exposées, soit 8 000 € (5 000 € attribués à l'association les Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon et 3 000 € attribués à l'association Octopus Expression) au titre de la mise en œuvre de chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique et 4 500 € à l'association les

Délibération n°V2019-419

Compagnons Bâisseurs Languedoc-Roussillon au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat, et l'imputation de la dépense au budget de la Ville, sur la nature 65748, chapitre 934;

- de prendre acte de l'attribution de la somme de 32 000 € par Enedis Direction Hérault selon les modalités suivantes, soit 23 000 € (20 000 € attribués à l'association les Compagnons Bâisseurs Languedoc-Roussillon et 3 000 € attribués à l'association Octopus Expression) au titre de la mise en œuvre de chantier citoyen en lien avec la lutte contre la précarité énergétique, 4 000 € à l'association les Compagnons Bâisseurs Languedoc-Roussillon au titre de la mise en œuvre de l'Espace Ressource Habitat et enfin 5 000 € au titre de la valorisation du personnel interne d'Enedis Direction Hérault mobilisé sur les projets ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Sauveur TORTORICI, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 1. Convention2019_Enedis_Ville.pdf
- 2. Convention2019_Enedis_Ville_Octopus expression.pdf
- 3. Convention2019_Enedis_Ville_Compagnons bâtisseurs LR.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

o Dans le cadre de la thématique HANDICAP :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3901	HALTE POUCE	Projet	ENFANCE ACCOMPAGNEMENT HANDICAP	2 500 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	ESCAPE GAME HANDICOM	3 000 €
TOTAL				5 500 €

Délibération n°V2019-420

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

Par délibération n°V2018-495 du 19 décembre 2018, la Ville a attribué une subvention de 2 000 € à l'association des paralyses de France pour la réalisation du projet APFINITY. L'association ne pouvant pas réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

o Dans le cadre de la thématique **SOLIDARITE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Projet	ACHAT D'UN NOUVEAU CAMION REFRIGERE	20 000 €
2030	ASSOCIATION VIE ET ANIMATION	Projet	ANIMATION MUSIQUE	400 €
5138	BLOUSES ROSES	Fonctionnement		1 500 €
5662	LE BARIL	Projet	DOCUMENTAIRE "DIS-MOI L'HISTOIRE"	5 000 €
5662	LE BARIL	Projet	"DIS-MOI L'HISTOIRE" =2	7 000 €
5997	ASSOCIATION FAMILIALE D'ENTRAIDE PROTESTANTE	Fonctionnement		2 000 €
6151	ASSOCIATION PIC ASSIETTE	Fonctionnement		1 800 €
6541	MIAMUSE	Projet	SENSIBILISATION A UNE ALIMENTATION	2 000 €
6727	AREA	Projet	INSERTION SOCIALE GLOBALE	5 000 €
6988	LA BULLE DOUCHE NOMADE	Projet	ACHAT PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE	2 000 €
TOTAL				46 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **COHESION SOCIALE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1783	OCTOPUS EXPRESSION	Projet	CHANTIER CITOYEN LIE A LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE	3 000 €

Délibération n°V2019-420

6839	COMPAGNONS BATISSEURS LANGUEDOC ROUSSILLON	DU	Projet	FORMATION ET ACCOMPAGNEMENT DE 6 JEUNES EN SERVICE CIVIQUE SUR LE PROJET CHANTIER CITOYEN EN LIEN AVEC LA LUTTE CONTRE LA PREACRITE ENERGETIQUE.	5 000 €
TOTAL					8 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Projet	ESPACE SOLIDARITE	6 000 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	Projet	ACCES AUX DROITS ET MEDIATION SOCIALE	7 000 €
5847	MOTSON	Projet	RAP LIVE	3 000 €
7162	REBONDS	Projet	PROJET INSERTION RUGBY	2 000 €
TOTAL				18 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

Par délibération n°V2019-108 du 27 mars 2019, la Ville a attribué des subventions à l'ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE pour la réalisation de projets dans le cadre du contrat de Ville.

L'association ayant cessé son activité, il y a lieu de modifier l'attribution de ces subventions :

	Nom de la structure	Type		Ancien Montant	Nouvelle attribution
393 2	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	Projet	ATELIERS SOCIOLINGUISTIQUES	4 500 €	1 125 €
		Projet	CLUB DES FEMMES/ACCES A LA CULTURE	1 000 €	250 €
		Projet	CLUB DES JEUNES	2 000 €	500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de **78 200 €** ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement
- Convention projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Convention cadre Ville de Montpellier - CAF de l'Hérault - Conseil Départemental - Adages pour la mise en œuvre du dispositif "Plateforme garde d'enfant et Service d'accueil familial d'insertion"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La difficulté de trouver un mode d'accueil pour leur(s) enfant(s) constitue un réel frein pour les parents bénéficiaires du RSA et désireux de suivre une formation professionnelle ou d'accéder à l'emploi. L'enjeu est donc de lever les freins en proposant un dispositif, réactif et souple, garantissant la solvabilisation du coût de l'accueil.

Désireux d'offrir une avancée qualitative dans ce domaine, la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault ont d'abord signé, en 2013, un protocole d'accord visant à identifier les besoins d'accueil de ces familles puis à mobiliser des places dans les structures municipales pour accueillir leur(s) enfant(s).

En 2014, pour répondre aux besoins grandissants de places d'accueil au bénéfice de ces familles, la Ville de Montpellier, la Caf, le Département et l'association Adages ont signé une convention pour expérimenter un Service d'Accueil Familial d'Insertion (SAFI). Ce service, porté par Adages, permet en effet de proposer une offre d'accueil complémentaire et plus réactive en orientant les enfants vers un accueil en crèche familiale, le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective.

Jusqu'en 2018, à travers la Plateforme Garde d'Enfants (PGE), la Caf de l'Hérault était chargée du suivi et de l'accompagnement de ces familles, de l'instruction et de l'orientation des demandes d'accueil et de

Délibération n°V2019-421

l'évaluation de l'action. Il est à noter que depuis septembre 2018, Adages assure le portage unique du dispositif en gérant à la fois la PGE et le SAFI.

Les évaluations favorables successives ont permis de reconduire ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2018. La convention initiale étant arrivée à son terme, il est donc proposé de renouveler la convention cadre sur la base de ces nouvelles modalités partenariales. La convention est conclue du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022, en concordance avec la durée du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2019-2022 dans lequel l'action est inscrite.

Chacun des partenaires intervient de la manière suivante :

- dans le cadre CEJ 2019-2022, la Ville de Montpellier s'engage à financer 4 places du SAFI sous la forme de prestation de service horaire et une partie du poste de coordination nécessaire à la mise en œuvre de la PGE sous la forme d'une prestation forfaitaire actualisée annuellement. La Ville s'engage également à mobiliser dans les établissements municipaux les places nécessaires à la mise en œuvre du présent dispositif, dans la mesure de ses disponibilités ;
- la Caf s'engage à accompagner financièrement le dispositif SAFI/PGE via la Prestation de service unique et une subvention Fonds publics et territoire. La Caf s'engage également à soutenir la Ville de Montpellier dans le cadre du CEJ (à hauteur de 55% maximum du financement municipal) ;
- le Conseil Départemental s'engage à soutenir financièrement le dispositif SAFI/PGE dans le cadre d'une convention annuelle. Il doit également accompagner l'action sur le plan technique, réglementaire et organisationnel ;
- l'association Adages s'engage à piloter et organiser l'évaluation du dispositif, assurer la coordination avec les partenaires, accompagner les familles, instruire les demandes et gérer l'activité du SAFI.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention cadre pour la poursuite du dispositif PGE/SAFI entre la Ville de Montpellier, la Caf, le Conseil Départemental et l'association Adages ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ci-jointe, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- Convention cadre SAFI/PGE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Crèche Joséphine Baker - Délégation de service public Délibération de principe

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Située en plein cœur de la ZAC Ovalie, la crèche Joséphine Baker est un établissement municipal d'accueil des jeunes enfants qui offre une capacité de 60 places en accueil collectif et de 9 places en accueil familial. Depuis son ouverture en 2012, ce multi-accueil collectif et familial accueille chaque mois environ 90 enfants de 0 à 3 ans qui habitent principalement le quartier.

Par délibération, le Conseil municipal a décidé de confier la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) pour une durée initiale de 3 ans. A l'issue de la procédure de désignation du délégataire, la gestion de cette crèche a été confiée à la Mutualité Française de l'Hérault à compter du 1^{er} septembre 2012.

Au terme de ce premier contrat, le Conseil municipal a autorisé le renouvellement de la DSP puis, par délibération du 23 juillet 2015, a confié l'exploitation de la crèche à la société People & Baby pour une durée de 6 ans.

Ce contrat de DSP arrivant à son terme le 31 août 2021, il est engagé une nouvelle réflexion sur le choix du mode de gestion à adopter à partir du 1^{er} septembre 2021. Conformément à l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur le principe du recours à la délégation de service public pour la gestion d'un équipement. En amont, la Commission

Consultative des Services Publics Locaux a été consultée le 28 octobre 2019 sur ce projet de gestion déléguée ainsi que le Comité Technique.

Le rapport annexé présente la situation actuelle du service, détaille les avantages du recours à la délégation de service public et liste les principales caractéristiques du futur contrat, si ce mode de gestion est retenu. Les principaux éléments du rapport sont présentés ci-après :

1. Le recours à la délégation de service public

Le recours à la délégation de service public pour la gestion de la crèche Joséphine Baker est une solution qui permet d'offrir des places d'accueil aux familles de ce quartier en pleine croissance démographique, tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité. En s'appuyant sur l'expérience des sept dernières années de gestion déléguée pour cette structure d'accueil, plusieurs avantages sont mis en évidence :

L'optimisation de l'offre : la Ville de Montpellier accueille chaque année près de 4 000 nouveaux arrivants. Ce solde migratoire exponentiel s'accompagne d'une natalité élevée (3632 naissances en 2018). Au regard de ce dynamisme démographique, il est nécessaire de développer et d'adapter l'offre d'accueil. Or, cette pression du besoin, ainsi que les contraintes budgétaires et les exigences réglementaires qui se cumulent et ne cessent d'augmenter se répercutent déjà sur les 30 établissements d'accueil que la Ville gère en régie directe.

La maîtrise des coûts d'exploitation : le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts car ces derniers sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle dans le cadre de la mise en concurrence. D'autre part, des études de coûts ont démontré, qu'à nombre de berceaux et niveaux de prestation équivalents, le reste à charge pour la Ville d'une place en gestion déléguée équivaut au quart d'une place en gestion directe. Dans un contexte de croissance démographique, cette optimisation permet à la collectivité de se donner les moyens de continuer à développer l'offre sur le territoire montpellierain, à court et moyen terme.

L'échange d'expériences : le recours à une entreprise expérimentée dans la gestion d'une crèche municipale permet également l'échange enrichissant de pratiques et d'expertise. Cet échange peut être profitable notamment dans le cadre des pratiques professionnelles telles que l'accueil des enfants, les relations avec les familles, le partage des projets pédagogiques ou encore l'optimisation de la fréquentation des établissements. La crèche municipale déléguée participe comme les autres établissements municipaux à la mise en œuvre du service public, par exemple au moment des fermetures estivales (crèche de garde).

Eu égard à la nécessité d'adapter l'offre d'accueil et à la nécessaire maîtrise des coûts qu'impose la conjoncture économique des finances locales, la Ville préconise donc de renouveler le recours à la délégation de service public pour cet établissement plutôt qu'une exploitation en régie directe, dans la continuité d'un mode de gestion satisfaisant et instauré depuis 2012.

2. Principales caractéristiques du futur contrat

2-1 Objet du contrat

La Ville de Montpellier confiera au délégataire l'exploitation du service public et mettra à disposition l'ensemble des infrastructures et équipements nécessaires au bon fonctionnement dudit service.

Le délégataire gèrera l'ouvrage pour le compte de la Ville et devra assumer en tout temps, à ses risques et périls, l'exploitation, la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements mis à sa disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité. Il devra assurer en totalité les prestations

et missions nécessaires au bon fonctionnement de la crèche.

2-2 Durée du contrat

La durée du contrat sera de 5 ans et prendra effet à compter du 1^{er} septembre 2021.

2-3 Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

2-3-1 Missions

Le délégataire assurera un service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif ou familial, des enfants âgés de moins de quatre ans. Le service délégué pourra offrir 69 places au total, sur la base d'un accueil mixte comprenant 60 places en accueil collectif, régulier ou occasionnel et jusqu'à 9 places en accueil familial chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement et salariées du délégataire.

Les enfants devront être accueillis dans le respect des normes d'encadrement des enfants prévues par les textes réglementaires. Le délégataire sera également chargé de la rédaction du projet d'établissement et du projet pédagogique qui devra satisfaire aux principes posés par le projet éducatif municipal.

La livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas devront être assurés dans les conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptées aux jeunes enfants.

Le délégataire est responsable du recrutement et de la rémunération de l'ensemble des personnels nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, y compris les assistantes maternelles dévolues à l'accueil familial, dans le respect des dispositions du Code du Travail et de l'ensemble des réglementations applicables aux personnels de ce secteur d'activité (décrets du 1^{er} août 2000, du 20 février 2007 et du 7 juin 2010). De plus, le délégataire aura seul la responsabilité des relations avec les familles.

2-3-2 Investissements

Certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à son projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis au délégant à la fin du contrat.

2-3-3 Entretien, renouvellement et GER

La Ville mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens et équipements affectés à la crèche, qui lui fera retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat. Le délégataire procédera au renouvellement nécessaire à l'exploitation du service.

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge. Le délégataire souscrira, pour son propre compte, et pour la durée de la convention de délégation, l'ensemble des contrats de maintenance, entretien et prestations de service nécessaires pour satisfaire aux obligations de l'exploitation.

Il entretiendra en bon état l'ensemble des locaux et matériels et effectuera toutes les réparations nécessaires à la bonne utilisation et à la conservation des lieux, en assumant notamment les prestations suivantes : entretien courant et nettoyage périodique des locaux, maintenance préventive et curative de tous les équipements, maintenance préventive et curative contre les nuisibles et tous les autres contrats de maintenance nécessaires à l'exploitation.

Le délégataire devra constituer, en sa comptabilité, un compte destiné aux travaux de gros entretien et renouvellement, communément dénommé compte « GER ». Le montant du compte « GER » sera négocié et fixé contractuellement. Au terme du contrat de délégation de service public et quelle qu'en soit la cause, le solde créditeur du compte GER sera restitué à la Ville de Montpellier. Dans l'hypothèse d'un solde débiteur,

celui-ci demeurera à la charge du délégataire.

2-4 Conditions financières

En contrepartie de la gestion de la crèche, le délégataire percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation suivantes : les participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, les prestations de la Caf et la participation de la Ville telle que définie dans le contrat. Une redevance fixe pourrait être envisagée dans le cadre du contrat pour l'équipement mis à disposition par la Ville.

2-5 Rôle de la Ville en tant qu'autorité délégante

Conformément aux articles L.1411-1 et suivants du CGCT, la Ville dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Pour veiller à la bonne exploitation du service, le délégataire devra produire les éléments permettant à la Ville de s'assurer de la qualité du service et d'apprécier les conditions d'exécution du service public. La Ville de Montpellier aura notamment la faculté de contrôler la qualité des prestations, le bon entretien des locaux et les installations concernées par la convention et pourra vérifier que la destination des locaux est conforme aux dispositions prévues dans la convention. Elle exercera également son contrôle sur les conditions d'exploitation pour s'assurer que celles-ci sont conformes aux règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité.

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

D'une façon générale, la Ville de Montpellier aura le droit de faire procéder à toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés. Ces contrôles ne sauraient en aucune manière dégager le délégataire de ses responsabilités, ni engager celle de la Ville. La Ville conserve le contrôle du service et s'engage à fournir au délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations. De surcroît, la Ville pourra mettre fin à la délégation de manière unilatérale en cas de faute du délégataire, conformément aux dispositions légales, ou pour motif d'intérêt général, sous réserve du versement d'indemnités.

2-6 Conditions principales d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls. Dès la prise en charge des installations et pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service et en produira copie à la Ville.

La Ville remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera communiqué à l'attribution de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui seront confiées. Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit

repris des précédents exploitants ou issus de nouveaux recrutements.

2-7 Sort des biens

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprise. Il sera prévu que les biens de reprise reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis. Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

En conséquence, vu les avis de la Commission Consultative des Services publics Locaux et du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public ;
- d'approuver les caractéristiques principales de la délégation telles qu'elles sont définies dans le rapport joint en annexe ;
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation du futur exploitant de la crèche Joséphine Baker ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 7 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Déplacements et Circulation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 Cession à la Métropole de deux parcelles AI 87 commune de Montpellier et AB 103 commune de Montferrier-sur-Lez

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway, il convient de céder à Montpellier Méditerranée Métropole deux parcelles appartenant à la Ville de Montpellier, la première cadastrée AI 87, d'une superficie de 561 m², située avenue Agropolis sur la commune de Montpellier, la deuxième cadastrée AB 103 de 210 m² sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

Cette acquisition est nécessaire en vue de l'implantation des équipements du tramway et pour permettre la reconstitution des espaces publics.

Il s'agit de deux parcelles en nature de voirie et espace vert, acquises par la Ville de Montpellier à titre gratuit.

Dans ce contexte, il est proposé une cession à l'euro symbolique en raison du transfert de charges résultant de la cession, conformément aux deux avis des domaines n°2019-172V0062 en date du 16 janvier 2019, et n°2019-169V0679 en date du 3 juin 2019.

L'acte de vente des deux parcelles au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, sera confié à Maître Nougier, notaire de Montpellier, qui a déjà travaillé sur ces terrains.

Une prise de possession anticipée est accordée à la Métropole, acquéreur, à compter de la présente délibération, pour lui permettre d'effectuer les premiers sondages et les premières interventions en vue des futurs travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la cession à la Métropole des deux parcelles à savoir AI 87 de 561 m² située à Montpellier, et AB 103 de 210 m² située à Montferrier-sur-Lez, à l'euro symbolique conformément aux deux avis de France Domaine ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à prendre possession du bien à compter de la présente délibération, afin de ne pas retarder le démarrage des travaux sur ces deux emprises ;
- de confier la rédaction de l'acte constatant le transfert de propriété à Maître Nougier, notaire de Montpellier, aux frais de l'acquéreur ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document ou acte relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Gérard LANNELONGUE, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Ouverture dominicale des établissements de commerce de détail Avis du Conseil Municipal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi Macron (loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) introduit la possibilité pour le Maire d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales des commerces de détail.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis du Conseil Municipal et avis conforme du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande des commerces de détail présents sur le territoire de la Ville de Montpellier, après consultation des organisations socio-professionnelles, des organisations syndicales, les projets d'ouvertures dominicales sont les suivants :

-pour les secteurs d'activités suivants : Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer, Electroménager-TV HIFI ; Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ; Commerce de détail alimentaire spécialisé : ouvertures dominicales pour 7 dates soit les 12 janvier, 28 juin, 29 novembre, 6 décembre, 13 décembre, 20 décembre et 27 décembre 2020.

-pour le secteur de l'automobile, ouvertures dominicales pour l'année 2020, aux 5 dates suivantes : 19 janvier, 15 mars, 14 juin, 13 septembre et 11 octobre 2020.

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole s'est prononcé sur ces dates lors de sa séance du 18 novembre 2019.

En vertu des dispositions de l'article 3132-6 du Code du Travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en terme de rémunération et de repos compensateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- ← d'approuver les dates des 7 dimanches au cours desquels les commerces seront autorisés à ouvrir en 2020 ;
- ← d'approuver les dates des 5 dimanches au cours desquels les commerces du secteur de l'automobile seront autorisés à ouvrir en 2020 ;
- ← d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Affaires économiques,
Commerce et Artisanat**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

**Cœur de Ville en Lumières 2019
Conventions de parrainage et de mécénat - Approbation**

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Par délibération n° V2019/116 en date du 27 mars 2019, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières 2019 », ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient désormais d'approuver les conventions liant chaque parrain et mécènes de la manifestation à la Ville de Montpellier. Ces conventions ont pour objet d'encadrer les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque parrain en fonction du montant de sa participation.

Ainsi, il est ici proposé de conventionner avec 21 structures ayant proposé leur partenariat :

NOM DU PARRAIN	MONTANT HT
AD VITAM	2 000 €
ENEDIS	2 000 €
SOCIETE GENERALE	2 000 €
RESTAURANT LES BAINS	2 000 €
PITCH PROMOTION	5 000 €
GROUPE FREY	5 000 €

ROXIM	5 000 €
MBS	10 000 €
FDI	10 000 €
HELENIS	10 000 €
CITEOS	10 000 €
VINCI IMMOBILIER	10 000 €
OCEANIS	10 000 €
MEDIAFFICHE	2 000 €
	COMPETENCES
CCI	20 000 €
France BLEU HERAULT	COMPETENCES
JC DECAUX	COMPETENCES
MIDI LIBRE	COMPETENCES
CLAAP	COMPETENCES
TOTAL PARRAINAGE	105 000 €

NOM DU MECENE	MONTANT
MC DONALD'S	10 000 €
AEROPORT DE MONTPELLIER	5 000 €
TOTAL MECENAT	15 000 €

Pour le mécénat, la participation donne droit à une réduction fiscale de 60 % du montant versé. L'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention.

Pour les parrainages financiers, l'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

Pour les parrainages de compétences, techniques ou de communication, ils ont été valorisés afin de déterminer la catégorie de parrainage (privilège et premium). Ils seront mis en œuvre dès le démarrage de la campagne de communication de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature des conventions de parrainage relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2019 entre la Ville de Montpellier et les structures présentées dans la présente délibération, les parrains financiers s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant global de 105 000 € HT, les parrains de compétences s'engageant à mettre en œuvre des moyens de communications valorisés selon le règlement de parrainage ;
- d'approuver la signature des conventions de mécénat relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2019 entre la Ville de Montpellier et les structures présentées dans la présente délibération, les mécènes s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant global de 15 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION parrainage type 2019.pdf
- CONVENTION MECENAT type 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Espaces verts, Parc de
Lunaret et Commissions de
Sécurité et d'Accessibilité**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Parking du parc de Lunaret - Réalisation de travaux d'aménagement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le parc de Lunaret, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 60 hectares de garrigues et bois méditerranéens au nord-est de la ville. Il est au cœur d'un espace naturel (domaine de la Valette et bois de Montmaur) attractif et touristique. Le parc de Lunaret connaît un succès croissant : ce sont plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

La pression en stationnement est importante aux abords du parc de Lunaret. Le parking P5 situé en face de l'accès du parc est installé sur le site de l'ancienne patinoire de Montpellier. Il est le plus important espace de stationnement de la zone et pose actuellement un certain nombre de difficultés :

- La rampe d'accès est fortement détériorée (affaissement de la chaussée en enrobé) ;
- Le revêtement de sol du parking est en mauvais état (nids-de-poule, ornières, ...) ;
- Les places de stationnement ne sont pas matérialisées, ce qui pose des problèmes de gestion, notamment lors des pics de fréquentation du zoo.

Afin de remédier à ces désagréments, il est proposé de réaménager ce parking de la manière suivante :

- Une réfection de la rampe d'accès en enrobé et des accès piétons ;
- Un revêtement de sol en bicouche avec des granulats clairs ;
- Une délimitation des emplacements de stationnement par des rondins et des traverses en bois ;
- Un aménagement paysager adapté à l'usage des lieux composé de talus avec des plantations d'essences adaptées au site et nécessitant peu ou pas d'arrosage.

Entre le parc de Lunaret et le bois de Montmaur, il est souhaitable que le parking soit vécu comme un point de départ dans ce site paysager singulier au cœur de Montpellier.

L'ensemble de ces travaux d'aménagement sera réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole pour un cout estimé à 150 000 € TTC prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'aménagement du parking du parc de Lunaret ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer et obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires pour réaliser ces travaux sur une propriété de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire .**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Espaces verts, Parc de Lunaret et Commissions de Sécurité et d'Accessibilité

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Parc de Lunaret-Zoo de Montpellier-Adhésions obligatoires aux réseaux professionnels pour l'exercice 2020 : Ordre des vétérinaires, IFAP et OCPH.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de répondre à une exigence règlementaire en constante évolution, il est nécessaire pour la Ville de Montpellier, dans le cadre de l'exercice des missions du Parc de Lunaret (suivi sanitaire, identification de la faune sauvage détenue en captivité...), d'adhérer à un certain nombre d'organismes.

1. L'ordre des vétérinaires :

Afin de pouvoir exercer des opérations de police sanitaire, le parc de Lunaret doit pouvoir faire appel à un vétérinaire inscrit au tableau de l'ordre des vétérinaires, lequel doit également être investi d'un mandat sanitaire par l'autorité compétente - conformément aux dispositions de l'article L221-11 du code rural et de la pêche maritime.

Ces opérations consistent notamment à contrôler régulièrement l'état de santé des animaux présents ou en transit, à mettre en œuvre et contrôler les programmes de surveillance sanitaire, de prévention et de soins des maladies en partenariat avec la direction départementale de la protection des populations.

A ce titre, et au regard de la variété et du nombre d'espèces recueillies au sein du parc de Lunaret, trois vétérinaires ont été recrutés pour exercer ce mandat sanitaire au nom de la Ville ; c'est pourquoi la Ville doit s'acquitter d'une cotisation annuelle relative à l'inscription à l'ordre des vétérinaires.

2. I-FAP-identification de la faune sauvage protégée :

L'arrêté du 08 octobre 2018 fixant les règles générales de détention en captivité d'animaux d'espèces non domestiques fait obligation d'identifier tous les animaux d'espèce non domestique détenus en captivité et de procéder à leur inscription au fichier national.

Cette inscription jusqu'à présent gratuite nécessite désormais le paiement d'une cotisation à l'IFAP (identification de la faune sauvage protégée) ; en effet, l'absence d'inscription à ce fichier est passible d'une contravention de 5^e classe.

3. OCPH (Oiseau Club Palavas Hérault), club de l'Union Ornithologique de France (UOF)

Afin de poursuivre dans de bonnes conditions l'identification des espèces captives, le parc de Lunaret doit adhérer à un organisme agréé pour la délivrance de bagues de marquage pour les oiseaux détenus sur le site. De par sa proximité géographique et son statut de club membre de l'UOF, l'OCPH répond à tous les critères, y compris celui de la souplesse nécessaire dans la commande de bagues au gré des reproductions au sein d'une collection aviaire variée et nécessitant des bagues de diverses tailles.

Outre le fait que cette adhésion permettra l'identification de ces oiseaux, elle permettra également au parc de Lunaret d'être informé de l'actualité et de la diffusion des études et des connaissances des oiseaux ainsi que la législation applicable pour ces espèces : convoyage, veille sanitaire notamment.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adhérer aux organismes suivants : l'ordre national des vétérinaires, l'IFAP –identification de la faune sauvage et l'OCPH membre de l'Union Ornithologique de France (UOF) ;
- d'accepter le versement des cotisations suivantes :
 - à l'ordre des vétérinaires pour un montant annuel de 1020 € TTC,
 - à l'I-FAP pour un montant annuel de 250€ TTC,
 - à L'OCPH pour un montant annuel de 60 € ;
- de dire que ces crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

**Théâtre Jean Vilar et cinéma Nestor Burma - Conventions avec le CROUS de
Montpellier - Dispositif YOOT pour l'année universitaire 2019-2020**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°V2018-508 du 19 décembre 2018, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 17 000 € pour la mise en œuvre du projet Pass'Culture.

A présent dénommé YOOT, ce projet permet aux étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de la Jeunesse, le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire le leur permettant.

Le théâtre Jean Vilar et le Cinéma Nestor Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif.

Après adhésion au dispositif YOOT, dont le coût s'élève à 9€, les étudiants pourront acheter des contremarques à tarif préférentiel, soit en ligne sur le site de billetterie YOOT, soit au kiosque Yoot situé au service culturel du CROUS.

Ils pourront ainsi bénéficier, au théâtre Jean Vilar, du tarif de 9.50 € (au lieu de 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 4.50 €.

Au cinéma Nestor Burma, les étudiants pourront bénéficier d'entrées au tarif préférentiel de 4.50 € (contra 5 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 0.60 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointes en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar et du cinéma Nestor Burma au dispositif YOOT pour l'année universitaire 2019-2020 ;
- d'entériner ce tarif YOOT pour l'année 2020 ;
- de dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Gérard LANNELONGUE.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention Jean Vilar
- convention Nestor Burma

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

**Attribution de subventions à des associations culturelles
et annulation d'une subvention - Exercice 2019**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la ville.

Le cinéma, les arts visuels et industries créatives ainsi que la littérature sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de l'action municipale en faveur du tissu associatif, la Ville de Montpellier soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 3 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 22 500 € au titre de l'exercice 2019.

1) Attribution de subventions :

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
CINEMA, AUDIOVISUEL, INDUSTRIES CREATIVES			
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	Fonctionnement	20 000
5636	LE JT DU OFF DE MONTPELLIER	Projet	1 000
LIVRE, LECTURE PUBLIQUE			
7291	ASSOCIATION POUR LA REVUE OC	Projet	1 500
TOTAL			22 500

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 65748, fonction 933.

2) Annulation de subvention :

Dans le cadre de la Culture, par délibération n°V2018/508, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 3 000€ à l'association CELLANOVA.ORG pour la réalisation du projet « Biennale isi-lab ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 au chapitre 933, nature 65748 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 22 500 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Mylène CHARDES, Mme Perla DANAN, M. Jérémie MALEK, M. Bernard TRAVIER.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- B-Convention Fonctionnement Culture 2019.pdf
- A-Lettre d'engagement Culture 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Prévention Santé et Droits des femmes

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Droit des femmes" Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Dans le cadre de la thématique **DROIT DES FEMMES** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	Projet	EXPOSITION « L'EGALITE FILLE GARÇON, C'EST BON POUR LES DROITS DE L'ENFANT ET LE RESPECT AUSSI »	1000 €

Délibération n°V2019-430

3855	MOUVEMENT CITOYENNES MAINTENANT	Projet	L'EGALITE FILLE GARÇON, C'EST BON POUR LES DROITS DE L'ENFANT »	1000 €
TOTAL				2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 2 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Villes de Montpellier et de Rio de Janeiro, au Brésil, ont signé en 2012 un accord d'amitié et de coopération. Cet engagement portait sur les thématiques suivantes : urbanisme, développement urbain durable, tourisme, sports, arts...

Suite à la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au Forum de l'Alimentation pour les villes et territoires latino-américains qui s'est déroulé à Rio de Janeiro au mois de mai 2019 et suite à la participation de la Ville de Rio de Janeiro au 5ème Sommet du Pacte de Politique Alimentaire de Milan, les représentants des deux Villes ont souhaité renouveler et élargir l'accord initial à Montpellier Méditerranée Métropole. Ce nouvel accord a pour objectif d'encourager l'établissement de relations économiques, commerciales, scientifiques et technologiques, les mobilités étudiantes et les échanges culturels dans le cadre et le respect des législations brésilienne et française en vigueur.

Montpellier et Rio de Janeiro sont conscientes de l'urgence d'agir pour préserver leurs écosystèmes face au changement climatique qui impacte la planète, et particulièrement leurs territoires (inondations, sécheresse, feux de forêts, canicule ...). Elles se sont aussi engagées à développer des systèmes agro écologiques et alimentaires durables dans leurs territoires respectifs.

Dans le cadre de ce nouvel accord tripartite, les parties souhaitent favoriser l'amplification et la consolidation des rapports de coopération, entrepris en 2012, dans les domaines cités précédemment et les

étendre à la santé, l'innovation, la transition agro-écologique et l'alimentation durable. Ces rapports de coopération se traduiront par le développement de projets, d'échanges d'expérience et de savoir-faire dans les domaines précités.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'extension de l'accord d'amitié et de coopération entre la Ville de Rio de Janeiro et la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver l'extension du périmètre de l'accord tel que présenté ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ce nouvel accord d'amitié et de coopération tripartite ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- accord

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire dans le cadre de l'action internationale de la Ville

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Ville de Montpellier développe et met en œuvre des activités internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à valoriser la ville au travers de l'ensemble de ses composantes, universitaires, économiques, culturelles, sportives, scientifiques...

Mission à Moscou du 3 au 5 novembre 2019

Par courrier officiel de M. Sergey MOLCHANOV, Consul général de Russie à Marseille, M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, a été informé de la décision du Président de la Fédération de Russie de le décorer de la médaille de l'ordre de l'Amitié de la Fédération de Russie.

A l'occasion de la Fête de l'Unité nationale russe, le 4 novembre 2019, cette distinction a été remise par M. Vladimir POUTINE, Président de la Fédération de Russie, au Kremlin, à Moscou. A cette occasion, 14 autres récipiendaires venant du monde entier ont été honorés. Cette distinction vient saluer les actions menées en faveur de rapprochement et d'enrichissement mutuel, entre la France et la Russie. Il existe, en effet, depuis de nombreuses années, une relation privilégiée entre la Ville, la Métropole de Montpellier et la

Délibération n°V2019-432

Russie. Ces collaborations ont été renforcées en 2017 par la signature d'un accord de jumelage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région de Kalouga. La Ville de Montpellier quant à elle, est liée à la Ville d'Obninsk, par un accord de coopération et une convention additionnelle signée au mois d'octobre 2019. En 2019, pour la première fois, Montpellier et Obninsk ont engagé leur programme de mobilité étudiante.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder à Monsieur le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Moscou du 3 au 5 novembre 2019 ;
- d'approuver le déplacement de personnel administratif qualifié ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- de prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement, sur la base de frais réels, estimées à 5 200 euros sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Accord de coopération entre la Ville d'Obninsk, l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la région de Kalouga en Russie et la Ville de Montpellier - Convention additionnelle - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, la Ville d'Obninsk en Russie et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation de la région de Kalouga ont signé, en octobre 2017, un accord de coopération pour une durée de deux ans.

Cet accord avait pour objectif de promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'innovation et des échanges commerciaux, dans un esprit de partenariat ouvert et amical.

Dans le domaine de l'enseignement supérieur, les universités de Kalouga et l'université Paul Valéry de Montpellier, accompagnées par la Ville de Montpellier ont acté en juin 2019 un accord de coopération (DCM 2019-224). Ce dernier permet ainsi l'intégration de la destination Kalouga aux programmes mobilité de la Ville de Montpellier. En effet, le programme Bourse d'Études offre depuis septembre 2019, la possibilité aux étudiants de Montpellier de partir étudier à Kalouga. En parallèle, un étudiant de Kalouga est accueilli à Montpellier, pour y suivre son année universitaire, du mois de septembre au mois de juin de l'année suivante.

De même, en mai 2019, dans le domaine de la culture, une pièce franco-russe a été créée pour le festival Tsiolkovsky de Kalouga,

Délibération n°V2019-433

Cet accord de coopération visait à encourager et développer de telles initiatives.

M. Vladislav Shapsha, Maire de la Ville d'Obninsk a participé au 5ème Sommet du Pacte de Politique Alimentaire de Milan, organisé à Montpellier, du 7 au 9 octobre 2019. A cette occasion, il a été proposé de prolonger la durée de l'accord initial de 5 ans avec la possibilité d'une nouvelle prolongation par accord des trois parties.

Cet engagement vise ainsi à amplifier et consolider les rapports de coopération existants entre la Ville de Montpellier et la Ville d'Obninsk dans les domaines de l'industrie, des techniques informatiques, de l'innovation, du tourisme, de la recherche, de l'enseignement, de la santé, de l'énergie, du management environnemental, de la protection de l'environnement, du sport, de la culture et de l'art.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention additionnelle entre la Ville d'Obninsk (Russie), l'Agence pour le Développement par l'Innovation de la région de Kalouga (Russie) et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention additionnelle ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, M. Daniel BOULET.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention additionnelle

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Trois lieux municipaux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville de Montpellier, qui lui permet notamment d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public,
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière,
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace

Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 19 décembre 2018 concernant les tarifs 2019 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire, ainsi que pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King en fonction d'un calendrier complété durant l'année 2019, de manière ponctuelle, pour 3 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2 138 euros.

NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	MONTANT VALORISABLE
Conseil des Résidents Espagnols de Montpellier	14/09/2019	Rencontre des nouveaux arrivants espagnols à Montpellier en présence de Mme la Consule Générale d'Espagne de Montpellier	Salle de réception de la Maison des Relations Internationales (MRI)	912 €
Critérium des Cévennes	26/10/2019	61 ^{ème} édition du Critérium des Cévennes	Salle de réception de la MRI	912 €
Collectif Montpelliérain Solidarité Peuple grec	3/12/2019	Conférence : « Situation géopolitique de la Grèce »	Grande salle Espace martin Luther King	314 €
TOTAL				2 138€

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une subvention en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3	UNICEF	Fonctionnement		700 €
3976	MAISON DE MONTPELLIER A CHENGDU	Fonctionnement		50 000 €
5711	BOSPHORE ASSOCIATION LAIQUE ET CULTURELLE FRANCO-TURQUE	Projet	ALPHABETISATION	300 €
6669	ASSOCIATION POUR LE FESTIVAL	Projet	FESTIVAL WHAT A TRIP	2 500 €

Délibération n°V2019-435

	INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE L'AVENTURE DE MONTPELLIER			
71530 4	LES ENFANTS RUSSES DE MONTPELLIER	Projet	REGIMENT IMMORTEL	100 €
7104	LES ENFANTS RUSSES DE MONTPELLIER	Projet	VACANCES RUSSES	200 €
TOTAL				53 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 53 800 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Robert COTTE, Mme Perla DANAN, Mme Titina DASYLVA, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal MARION, Mme Séverine SCUDIER.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type
- Convention fonctionnement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Budget 2019 - Décision Modificative n°1 - Adoption

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2019, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **4 355 590,85 euros en fonctionnement** et à **-6 600 679,79 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-1 255 565,00		-1 255 565,00
931	Sécurité et salubrité publiques	-256 727,92		-256 727,92
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-469 120,00		-469 120,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	862 954,00		862 954,00
934	Santé et action sociale	-307 800,00		-307 800,00
935	Aménagement des territoires et	107 150,00		107 150,00

Délibération n°V2019-436

	habitat			
936	Action économique	255 000,00		255 000,00
937	Environnement	-30 000,00		-30 000,00
938	Transports	-780 000,00		-780 000,00
940	Impositions directes	142 800,00		142 800,00
943	Opérations financières	-333 155,00		-333 155,00
953	Virement à la section d'investissement		6 420 054,77	6 420 054,77
Total		-2 064 463,92	6 420 054,77	4 355 590,85

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	-179 000,00		-179 000,00
931	Sécurité et salubrité publiques	14 491,15		14 491,15
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-37 000,00		-37 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	15 776,00		15 776,00
934	Santé et action sociale	21 500,00		21 500,00
935	Aménagement des territoires et habitat	560 000,00		560 000,00
936	Action économique	-286 200,00		-286 200,00
937	Environnement	-62 000,00		-62 000,00
938	Transports	-146 056,30		-146 056,30
940	Impositions directes	4 642 249,00		4 642 249,00
941	Autres impôts et taxes	-35 045,00		-35 045,00
942	Dotations et participations	-153 124,00		-153 124,00
Total		4 355 590,85	0,00	4 355 590,85

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-474 000,00		-474 000,00
901	Sécurité	-434 280,40		-434 280,40
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	2 037 450,00		2 037 450,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 130 589,50		-1 130 589,50
904	Santé et action sociale	-3 504,00		-3 504,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-6 564 755,89		-6 564 755,89
906	Action économique	-10 000,00		-10 000,00
921	Taxes non affectées	15 000,00		15 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	-36 000,00		-36 000,00
Total		-6 600 679,79	0,00	-6 600 679,79

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-20 000,00		-20 000,00
904	Santé et action sociale	15 806,00		15 806,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-454 380,00		-454 380,00
907	Environnement	17 414,70		17 414,70
923	Dettes et autres opérations financières	-11 559 575,26		-11 559 575,26
954	Produits des cessions d'immobilisations	-1 020 000,00		-1 020 000,00
951	Virement de la section de fonctionnement		6 420 054,77	6 420 054,77
Total		-13 020 734,56	6 420 054,77	-6 600 679,79

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON

Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Finances" et "Economie des ressources du Patrimoine" - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

- o Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Type	Montant
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	Fonctionnement	1 000 €
5882	ESPACE RENAISSANCE	Fonctionnement	10 000 €
TOTAL			11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930.

- o Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Fonctionnement		2 000 €
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Projet	ARCHICITY	1 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	800 €
TOTAL				3 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 14 800 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON

Adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2019 - Renouvellement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dès 1986, conscients des défis engendrés par la décentralisation et des besoins des élus locaux face aux transferts de compétences, une majorité de communes et le Département de l'Hérault créent un établissement public sous la forme d'un syndicat mixte : le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux (CFMEL).

Les missions dévolues au CFMEL sont les suivantes :

- organiser des journées d'information et de formation des élus (une cinquantaine par an) sur des thèmes intéressant les collectivités locales : urbanisme, finances, marchés publics, fonctionnement du conseil municipal, etc. ;
- proposer des réunions de formation à la carte pour les communes de plus de 10 000 habitants ;
- apporter une assistance en matière administrative, juridique et analyse financière pour le compte des communes ;
- assurer une veille juridique constante à travers les questions des parlementaires via la mise à jour régulière de fiches pratiques.

A ce jour, le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux regroupe :

- 340 communes du département et le conseil départemental ;
- 11 établissements publics locaux.

Délibération n°V2019-438

Considérant que le CFMEL propose des missions intéressantes pour la Ville de Montpellier et que celle-ci adhère à des organismes par le versement de cotisations, il est proposé au Conseil Municipal de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au CFMEL pour l'année 2019 par le versement d'une cotisation d'un montant de 26 612,44 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le renouvellement de l'adhésion au CFMEL pour l'année 2019 ;
- d'approuver le versement de la cotisation 2019 pour un montant de 26 612,44 € TTC ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur la nature 6281, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Claire HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON

Organismes extérieurs - Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est nécessaire de désigner un représentant de la Ville de Montpellier au sein de l'organisme suivant :

MO.CO. – Montpellier Contemporain

La totalité des sièges des représentants de la Ville de Montpellier au sein du Conseil d'Administration du MO.CO n'étant pas pourvue, il convient de désigner une personnalité qualifiée au sein de cette instance.

Il est décidé à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Nicolas JONQUET.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de procéder à la désignation de Monsieur Nicolas JONQUET en qualité de représentant de la Ville dans cette instance et de l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire .**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON

Contrat de location ACM / Ville Résidence Gély, rue du Mas de Merle - Autorisation de signature

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Maison Pour Tous Albertine Sarrazin est installée dans une maison du XVIIIème siècle, dans le parc de la Guirlande.

Depuis de nombreuses années, cette construction présente des désordres importants ayant conduit à l'apparition de fissures.

Depuis 2016, la Direction Architecture Immobilier de la Ville a mis ce bâtiment sous observation. Les mouvements se sont aggravés très récemment.

Cette dernière aggravation étant préoccupante, il a donc été décidé de fermer la Maison Pour Tous et de relocaliser une partie des agents et des activités.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – ACM, a ainsi proposé de louer à la Ville des locaux situés rue du Mas de Merle, résidence Gély (UG 22710), à compter du 1^{er} décembre 2019, moyennant un loyer annuel de 6 484.39 € HT, charges en sus, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de location ;
- de dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville, CRB V14200 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Gérard LANNELONGUE, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Séverine SCUDIER, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention ACM - Ville Résidence Gély

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON

Convention de mise à disposition de la Maison forestière du bois de Montmaur au bénéfice des Eclaireuses et Eclaireurs de France - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Eclaireuses et Eclaireurs de France, association de scoutisme laïque, située 1 rue Embouque d'Or, a bénéficié d'un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans depuis le 1^{er} mars 1988 et qui est arrivé à son terme. Ce bail avait pour objet un bâtiment de 146 m² édifié sur un terrain d'une superficie de 2 330 m², dans le bois de Montmaur, cadastré sous le numéro 34 de la section AL.

Considérant que l'association a fait part de son souhait de continuer la pratique du scoutisme laïque dans l'environnement du bois de Montmaur et de sa Maison forestière, il est proposé d'établir et de signer une nouvelle convention de mise à disposition de ces locaux afin de lui permettre de poursuivre ses activités en lien avec la nature.

Compte tenu de l'engagement de l'association de prendre en charge certains travaux, notamment d'assainissement, cette mise à disposition est conclue pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} décembre 2019. Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé, précision faite que l'association s'acquittera des charges et impositions liées aux locaux.

Ce loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient donc d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations devront être portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association.

Délibération n°V2019-441

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant subvention	Montant loyer minoré
Eclaireuses et Eclaireurs de France	Maison Forestière Bois de Montmaur	11 680 €	11 645 €	35 €

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition, de la Maison forestière située au cœur du bois de Montmaur au profit des Eclaireuses et Eclaireurs de France, annexée à la présente délibération, pour une durée de 10 ans à compter du 1er décembre 2019 ;
- d'approuver le loyer minoré proposé à l'association mentionnée ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature pour un montant de 11 645 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON

Convention de mise à disposition de service ascendante et descendante entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont engagées depuis 2016 dans un processus de convergence qui se traduit entre autres par la mise en place de services communs et des procédures de groupements de commandes.

Par ailleurs, suite aux transferts de compétences de plein droit issus de la création de la Métropole, certains services concernés dans leur intégralité ont été transférés à la Métropole. D'autres, impactés partiellement dans leurs missions et leurs effectifs sont restés municipaux, tout en étant concernés par une mise à disposition de service ascendante en application des dispositions de l'article L5211-4-1- II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour autant, les transferts de compétences intervenus tout comme le contexte de mutualisation de nos administrations ont eu comme conséquence une imbrication de plus en plus forte des outils informatiques de gestion utilisés par les services. Les systèmes d'information de la Ville de Montpellier et de la Métropole partagent un certain nombre d'éléments communs (infrastructure réseau, baies de stockages, applications transversales...).

Ainsi, des agents de la direction des systèmes d'information de la Ville de Montpellier sont amenés à utiliser, de manière transparente pour eux, des éléments gérés par la direction des ressources informatiques de Montpellier Méditerranée Métropole. Il en est de même dans l'autre sens.

Délibération n°V2019-442

Pour tenir compte de ces impacts et afin de garantir la continuité du service et la bonne organisation des services, il est proposé conformément aux dispositions de l'article L 5211-4-1-III du CGCT de mettre en œuvre une convention de mise à disposition descendante de service de Montpellier Méditerranée Métropole vers la Ville de Montpellier en matière de systèmes d'information.

De la même manière, afin de disposer d'une bonne organisation des services, il est proposé de mettre en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole en matière de systèmes d'information.

Ces conventions auront un caractère temporaire d'un an, renouvelable une fois, dans l'attente de la mise en place d'un service commun des systèmes d'information. En annexe des conventions sont définies les thématiques qui font l'objet de ces mises à disposition de services.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe des mises à disposition de service ascendantes et descendantes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les systèmes d'information ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention mise à disposition ascendante
- convention mise à disposition descendante

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier
et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations
de manutentions, de déménagements et de gardes meubles
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de continuer à rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent constituer un groupement de commandes pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de garde-meubles.

Conformément aux termes de la convention annexée à la présente délibération, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et, à ce titre, est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, comprenant la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

Concernant la Ville de Montpellier, l'estimation du besoin s'élève à 20 000 € HT par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Montpellier sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
jeudi 21 novembre 2019**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARJON, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON

**Convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ayant pour coordonnateur
Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de
Maintenance et prestations complémentaires du logiciel Droits de Cités**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de maintenance et de prestations complémentaires pour le logiciel Droits de Cités, logiciel de gestion des dossiers relatifs au droit des sols et au foncier.

La présente convention a pour objet de créer dans ce cadre, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémy MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON

Achats de véhicules et utilitaires légers - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des achats de véhicules et utilitaires légers, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de véhicules et utilitaires légers conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en 8 lots (avec des montants estimatifs annuels exprimés en € H.T.) :

Lot n°1 Petites citadines :

Ville de Montpellier80 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole...120 000 € HT

Lot n°2 Citadines, monospaces et Cross over associés :

Ville de Montpellier15 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole15 000 € HT

Lot n°3 Berlines compacte, monospaces et cross over associés :

Ville de Montpellier20 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole20 000 € HT

Lot n° 4 SUV compacts :

Ville de Montpellier20 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole.....20 000 € HT

Lot n°5 Grands monospaces :

Ville de Montpellier25 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole.....25 000 € HT

Lot n°6 Grandes berlines:

Ville de Montpellier30 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole.....30 000 € HT

Lot n°7 Véhicules utilitaires fourgonnettes:

Ville de Montpellier120 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole...180 000 € HT

Lot n°8 Véhicules utilitaires fourgons :

Ville de Montpellier200 000 € HT
Montpellier Méditerranée Métropole...300 000 € HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- ← d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- ← d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Montpellier sur le budget d'investissement de la Ville, tous chapitres ;
- ← d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON

Autorisation de cession d'un véhicule

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite à un acte de vandalisme, il a été constaté que le véhicule immatriculé EM-367-LK, (n° de parc 501, marque DACIA et modèle DUSTER du Service Parc Auto - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments) est très détérioré. Le montant estimé des réparations est supérieur à la valeur du véhicule avant accident, et les dispositions des articles L. 327-1 et suivants du Code de la route sont obligatoirement applicables.

De ce fait, et dans un souci d'économie, il convient de le céder en l'état. Le prix de vente estimé par le cabinet d'expertise REY & Associés pour un montant de 11 500 € HT (soit 13 800 € TTC), servira de valeur du véhicule au moment de l'accident pour son rachat par l'assurance SAUVEGARDE ASSURANCE SA.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la cession du véhicule précité ;
- d'autoriser la vente du véhicule immatriculé EM-367-LK du Service Parc Auto de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments par l'assurance SAUVEGARDE ASSURANCE SA ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la cession et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'assurance SAUVEGARDE ASSURANCE SA ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON

Modification des modalités de réalisation d'heures supplémentaires et de mise en œuvre des compensations et indemnisations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération 2013/137 du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a défini le cadre d'utilisation des heures supplémentaires.

Compte tenu de l'évolution de l'activité des services, il convient de redéfinir le cadre et les modalités de réalisation des heures supplémentaires.

Les conditions d'exercice des heures supplémentaires, ainsi que les compensations ou indemnités horaires pour travaux supplémentaires auxquelles elles peuvent donner droit, sont définies à la fois par le Code général des collectivités territoriales, les lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ainsi que leurs décrets d'application.

En application de ces textes et notamment de l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, dans les limites réglementaires, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité.

En effet, le bon fonctionnement des services peut nécessiter la réalisation d'heures supplémentaires sachant que sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectives réalisées à la demande de l'autorité territoriale au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Cependant la réalisation d'heures supplémentaires doit respecter les dispositions de l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat transposable à la fonction publique territoriale. Il est donc rappelé les garanties minimales suivantes en matière d'organisation du travail :

- la durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives ;
- le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures ;
- la durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures ;
- les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures ;
- l'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures ;
- le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures ;
- aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

En application des articles 3 et 7 du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur.

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies peuvent être indemnisées, le repos compensateur et l'indemnisation sont exclusifs l'un de l'autre.

Néanmoins, la compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur. Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés est effectuée dans la limite des dispositions précisées par la circulaire du 11 octobre 2002, relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale.

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, des indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie B et C, dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont fixées selon les modalités suivantes en fonction du temps de travail effectif de l'agent. Ainsi pour les agents à temps complet, la rémunération horaire des heures supplémentaires est calculée sur la base d'un taux horaire prenant pour base le montant du traitement brut annuel de l'agent et de l'indemnité de résidence divisée par 1 820.

En application des articles 7 et 8 du décret n°2002-60 précité, le taux horaire est ensuite majoré de 125 % pour les quatorze premières heures puis de 127 % pour les heures suivantes.

En outre, l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit (de 22 heures à 7 heures) et de 66 % (2/3) lorsqu'elle est accomplie un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents qui occupent un emploi à temps partiel ou à temps non complet, ils peuvent être rémunérés sur la base d'une proratisation du traitement tant que le total des heures effectuées ne dépasse pas la durée légale du travail.

Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail, les heures supplémentaires peuvent être indemnisées selon les modalités d'un agent à temps complet et conformément au décret n°2002-60.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont cumulables avec le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (*RIFSEEP*), l'indemnité d'administration et de technicité (*LAT*), et les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (*IFTS*).

Délibération n°V2019-447

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont exclusives des indemnités perçues par les personnels enseignants soumis à un régime spécifique d'indemnisation des heures supplémentaires et de toute autre indemnité de même nature.

En application de l'article 6 du décret du 14 janvier 2002, le versement de ces indemnités est limité à un contingent de 25 heures supplémentaires par agent au cours d'un même mois. Les heures de dimanches, de jours fériés ou de nuits sont prises en compte pour l'appréciation de ce plafond.

Dans des circonstances exceptionnelles, pour une durée limitée, et dans les limites prévues à l'article 3 du décret du 25 août 2000, des dérogations au contingent mensuel peuvent être accordées et les agents peuvent réaliser des heures supplémentaires au-delà de 25 heures mensuelles sur décision motivée de l'autorité territoriale avec information des représentants du personnel au CT.

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, des fonctions autorisées à déroger au contingent des 25 heures mensuelles, ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération, il est proposé de fixer la liste des emplois et missions pouvant bénéficier d'heures supplémentaires comme suit :

Une indemnité horaire pour travaux supplémentaires pourra être octroyée pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droits publics exerçant notamment les missions suivantes :

- Veille technique lors de manifestations culturelles, traditionnelles, sportives et commerciales, missions de montage, de maintenance technique, d'entretien, d'accueil du public et de surveillance, équipe de production de la manifestation, équipe technique supervisant les montages et démontages et la veille technique, personnel administratif participant à la coordination des différentes actions des services techniques ainsi que des prestataires,
- Organisation d'événements protocolaires (travaux d'installation, d'organisation de réception,
- Gestion des intempéries ou catastrophes naturelles,
- Accueil d'un public professionnel nécessitant une technicité particulière (notamment la pratique d'une langue étrangère, ...),
- Intervention dans le cadre des Halles et Marchés (placiers),
- Gestion administrative en cas d'accroissement temporaire d'activité lié à un projet ponctuel,
- Remplacement temporaire d'un agent indisponible ponctuellement dont les missions nécessitent une compétence technique, ou une habilitation particulière (CACES, permis poids lourds, habilitations électrique spécifique...),
- Intervention nécessitant un accès sécurisé ou une connaissance indispensable des lieux,

Les événements exceptionnels pouvant nécessiter des dépassements horaires et déroger à titre exceptionnel au contingent des 25 heures mensuelles dans le respect de l'article 3 du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail sont les suivants :

- Les manifestations culturelles, traditionnelles, sportives et commerciales majeures,
- L'organisation d'événements protocolaires
- La gestion des intempéries ou catastrophes naturelles.

Lors de ces événements exceptionnels les missions pouvant plus particulièrement donner lieu au dépassement du contingent des 25 heures sont les suivantes :

- Veille technique, maintenance technique,
- Intervention sur l'espace public,
- Sécurité des biens et des personnes,
- Accueil du public,
- Installation et démontage de structure, barrières,
- Coordination des différentes actions des services techniques ainsi que des prestataires,
- Missions nécessitant une compétence technique ou une habilitation particulière notamment CACES, permis poids lourds, habilitation électrique.

Les modalités de réalisation des heures supplémentaires sont soumises à l'avis du Comité Technique en date du 7 novembre 2019.

Le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif.

Le paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires sera effectué après déclaration par l'autorité territoriale ou le chef de service des heures supplémentaires réalisées par les agents et selon une périodicité mensuelle.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de dire que ces dispositions viennent se substituer à celles prévues par la délibération du 25 mars 2013 portant modification des modalités des mises en œuvre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- d'arrêter la liste des missions pouvant ouvrir droit à une indemnité horaire pour travaux supplémentaires dans la limite de 25 heures mensuelles par agent telle que définie ci-dessus ;
- d'arrêter la liste des événements exceptionnels et missions pouvant nécessiter des dépassements horaires et déroger à titre exceptionnel au contingent des 25 heures mensuelles telle que définie ci-dessus ;
- de majorer le temps de récupération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié tel que défini ci-dessus ;
- de dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au budget de la Ville chapitres 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 938 et 944 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON

Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole Élargissement du service commun de la Direction des Relations Internationales Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans un esprit de coopération, la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole ont déjà mutualisé leur Direction générale des services, leur Cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (Culture, Communication, Affaires juridiques et de la commande publique, Finances, etc.).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé d'élargir le service commun de la Direction des Relations Internationales.

La Ville et la Métropole ont déjà approuvé la création du **service commun de la Direction de l'Attractivité, du Tourisme et des Relations Internationales** portant sur le seul poste de directeur par délibération n° 2016/522 en date du 15 décembre 2016 pour la Ville et par délibération n° 14350 en date du 14 décembre 2016 pour la Métropole.

Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole a acté dans sa séance du 16 juillet 2019 le rattachement hiérarchique de la Direction des Relations Internationales au Cabinet et celui de la Direction du Tourisme au Département développement Economique, Emploi Insertion. Il convient donc maintenant d'élargir le service commun de la Direction des Relations Internationales au poste de Responsable Administratif et Comptable.

Cette fonction est aujourd'hui assurée par des directions distinctes au sein de la Ville de Montpellier et de la Métropole. Néanmoins, leur objet, leur fonctionnement, leurs métiers sont proches tout autant que les enjeux auxquels elles doivent faire face. Une mutualisation permettra de favoriser la recherche permanente de

synergies et de transversalités entre les équipes.

L'élargissement de ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} décembre 2019 et concernera le seul poste de Responsable administratif et comptable. Les modalités de cet élargissement seront consignées dans un avenant à la convention initiale de service commun.

Le service commun de Direction des Relations Internationales sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entité à hauteur de 50% chacune.

L'avis des Comités Techniques de la Ville et de la Métropole a été sollicité sur la convention de service commun et sa fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'élargissement du service commun de Direction des Relations Internationales au poste de responsable administratif et comptable ;
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 novembre
2019**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet avenant

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON

Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie A relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux.

Rattaché au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales de Montpellier Méditerranée Métropole, l'agent sera mis à disposition auprès de la Direction des Systèmes d'Information de la Ville de Montpellier à compter du 01/12/2019 pour une durée d'un an à temps complet.

Dans le cadre de sa mise à disposition, l'agent exercera les fonctions de chef de projet informatique et aura pour missions de recueillir et d'analyser les demandes des services, mettre en œuvre des solutions informatiques adaptées et d'en assurer le suivi. Il participera également à des projets transversaux au sein de sa collectivité d'accueil.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectuera à titre onéreux. La Ville de Montpellier remboursera à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes sur le chapitre budgétaire 930-020-0.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de mise à disposition CM.doc

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT, Samira SALOMON

Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Caisse des Ecoles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le programme de réussite éducative s'adresse aux enfants de 2 à 16 ans qui présentent des signes de fragilité ou ne bénéficient pas d'un environnement social, familial, culturel favorable à leur développement harmonieux. L'objectif de ce programme est d'offrir un mode d'intervention individualisé inscrit dans un parcours éducatif.

Selon les termes de la loi 2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, les projets de réussite éducative doivent obligatoirement être portés par une structure juridique ayant une compatibilité publique. Depuis 2006, la Caisse des Ecoles de la Ville de Montpellier est la structure porteuse de la plateforme de réussite éducative.

Il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition d'un agent municipal à temps complet auprès de la Caisse des Ecoles à compter du 1^{er} décembre 2019, pour une durée d'un mois. L'agent mis à disposition aura pour mission d'assister le coordonnateur de la plateforme en assurant la gestion administrative et comptable.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectuera à titre onéreux. La Caisse des Ecoles remboursera à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Délibération n°V2019-450

La mise à disposition s'achèvera à l'échéance de la période indiquée dans le cadre du transfert de la plateforme de réussite éducative de la Caisse des Ecoles vers le CCAS, à compter du 1^{er} janvier 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise à disposition d'un agent titulaire de la Ville de Montpellier auprès de la Caisse des Ecoles ;
- d'appliquer le principe de remboursement de la rémunération versée à l'agent mis à disposition ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- projet de convention de MAD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.